TRIPLE GLOIRE DU FOOTBALL MAROCAIN

L'Afrique à Hollywood

Djimon Hounsou de la rue à la renommée cinématographique

MENSUEL DE L'ACTUALITÉ DES PERSONNALITÉS AFRICAINES

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE

HOMMES d'AFRIQUE Magazine

www.hommesdafrique.com

N° 137 JUIN 2022

L13126 - 137 - F: 3,00 - RD

Africa CEMAC : 1500 fcfa - Other african country : 4$ US - Europe : 4 Euros - Switzerland : 6,50 CHF - América : 6$ US - Morrocco : 20 Dhs - Madagascar : 5000 ARIARY

MALABO

L'UNION AFRICAINE CONTRE LES COUPS D'ETAT

www.femmesdafrique.com

PANAFRICAN MONTHLY FOR GENDER PROMOTION

FEMMES d'AFRIQUE Magazine

Afrique Zone CEMAC : 1500 fcfa - Autres pays d'Afrique : 4$ US - Europe : 5 Euros - Amérique : 6$ US Maroc : 15 Dh

N° 2 Rue Australia - Imm. N° 04 - Océan - Rabat - Maroc
Tél. : +212 5 37 72 58 31 • Gsm : +212 6 48 82 21 37
Site web : www.femmesdafrique.net

HOMMES d'AFRIQUE Magazine

4, Rue d'Australie
Rabat, Maroc
www.hommesdafrique.com

DIRECTEUR DE PUBLICATION
PRÉSIDENTE DU CONSEIL ÉDITORIAL
Samirat NTIAZE
samirat2008@gmail.com
tél. : +212 6 48 82 21 37

Conseiller et rédacteur en chef
François NDENGWE
amepya2@gmail.com

éditeur
SANTIA BUSINESS DEVELOPMENT (SARL)
79 AVENUE IBN SINA APPT N° 14 AGDAL, RABAT - MAROC

Cameroun
JOURNALISTE
Joseph KAPO
tél. : +237 7779 4485
kapojoseph@yahoo.fr

Ngaleu Woukogou christelle
tél. : + 237 76026816
Email:chrisngaleu@yahoo.fr

Zacharie Roger MBARGA
mbargaroger@yahoo.fr
tél. : +237 697846674

Jean Marie BIDIMA
Jeanbidimus@gmail.com
+237695328886

Egypte
JOURNALISTE - REPRÉSENTANT
Eric I. Asomugha
tél. : +20 11é 003 3228

MAROC
Ibrahim Muhammadou Amadou
tél. : +212 603044347
manjagara201432@gmail.com

Karima Mouhallam
tél. : +212 0642969974
karimamouhallam@hotmail.com

USA
NTIAZE NDONGMO Mohamed
tél.: +1 (202) 823-878 / +12028238783
anelkapresi2010@gmail.com

Eric I. Asomugha
tél. :+1 267 243 9580
achoski@gmail.com
eric@fissonline.com

France
Georgina Mercader
tel: +33681461270
mail: sangeorgina@hotmail.com

Salomon Mezepo
tél. : +33 601 181 652
menaibuc@orange.fr

Belgique
CONSULTANT
christian Tcheandjieu
tcheandjieu@yahoo.fr
tél. : + 3228949636

Royaume Uni
REPRÉSENTANT
Firmin Michel Ngaleu
Tel: 00447478552067
Mangall99@yahoo.co.uk

Suisse
REPRÉSENTANT
METANGMO Patrick
tél. : +41797966656
wtsobgny@gmail.com

Côte d'Ivoire
CORRESPONDANT
Valery Foungbe
tél. : +225 40 40 20 51
v.foungbe@yahoo.fr

Mireille Patricia Abié
E-mail: mireillepaty@hotmail.com

Congo
JOURNALISTE
Wilfrid DIANKABAKANA
Tel. +242066922268
chrislawilla@yahoo.fr

Gabon
REPRÉSENTANT
Serge Olivier NziKoue
tél. : +241 07 36 67 65
nzikoue_so@yahoo.fr

Bénin/Togo
JOURNALISTE
ferdinand Gade
Tél. : +228 97 38 61 13 togo
+229 97 84 97 76 Bénin
ferdinandgade@gmail.com

Guinée Equatoriale
JOURNALISTE
Ela Ondo Onguene Clemente
tel. : +240 222 022 315
clementeela@hotmail.com

Jillapia Nestor
tél. : +240222259070

TRADUCTEUR
Tsobgni Bruno
tél. : +240 222 24 33 26

Conception
hichampro2020@gmail.com

Imprimerie
Lina

Périodicité: Mensuel
Dépôt légal
2013PE0010
ISSN
2028_9944

Point de vente en France
Librairie Tamery
15-19, rue du chalet 75010 Paris
Tél.: + 33 1 48 03 16 35
e-mail: tamery75@aol.com

Point de vente en Belgique
District Creative, 70 Boulevard Reyers 1030
Région de Bruxelles-Capitale- Belgique
(Au pied de la Tour de la RTBF à Bruxelles)

SOMMAIRE

C'ÉTAIT EN…

6-7 6 DATES DU 6e MOIS

FOCUS

8-13 Malabo : L'union Africaine Contre Les Coups D'etat

Terrorisme et coups d'Etat : La gouvernance en Afrique doit se mettre à niveau

Agence humanitaire Africaine : Des engagements financiers forts

DOSSIER

14-29 54e conférence des Ministres de la CEA : Macky Sall, le discours de la révolte économique de l'Afrique

Financement de la relance des économies africaines : Le Sénégal appelle à un plaidoyer du continent

Ministres, Diplomates Et Experts Reagissent Aux Conclusions Des Travaux De Dakar : S. E. Crisantos Obama Ondo, Ambassadeur de la République de Guinée Equatoriale à Addis Abeba, Représentant Permanente auprès de l'Union Africaine et de la Commission Economique pour l'Afrique

Bamba Diop, Directeur GENERAL de la Planification et des Politiques économiques au Ministère de l'Economie et de la Planification du Sénégal

Joao Aladje MAMADOU FADIA, Ministre des Finances de la Guinée-Bissau

Dr Kupule Mlambo, Vice-Gouverneur de la Banque Centrale du Zimbabwe

Jean-Paul Adam, Directeur Technologie, Changement Climatique et Ressources Naturelles à la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies

Jean Luc Mastaki, Directeur sous-régional par intérim de la CEA pour l'Afrique centrale

ÉCONOMIE

30-41 Géoéconomie : L'Union Africaine veut un siège de membre du G20

Crise alimentaire : 1,5 milliards dollars de la BAD pour la résilience de l'Afrique

Salon International de l'Alimentation et de l'Emballage : A la rencontre des exposants

Mly Hicham Alaoui, Directeur de la Performance industrielle et financière de MAREMBAL Groupe

Mouhamed Lamine Seck, Directeur des Systèmes d'information de SOFNORTECH

Mamadou Yaya Wane, Directeur de l'entreprise MYWA

Guerre en Ukraine : 25 pays africains en situation d'insécurité alimentaire

HOMMAGE

42-45 PROFESSEUR SIMON MPONDO

POLITIQUE

46-49 Guerre Russie-Ukraine : Macky Sall va déployer la solution africaine

RDC : Gerard Mulumba élu vice-gouverneur de Kinshasa

Deuxieme Edition Du Forum Des Jeunes Diplomates Africains Et Assimiles

INSTITUTIONS

50-52 9E Edition Du Sommet Africites A Kisumu Au Kenya : Appel Des Osc Africains Pour Un Role Actif Des Villes Et Des

SECURITE

53 Afrique de l'ouest : Le terrorisme gagne progressivement la région

MEDIAS

54-55 Pêche Illicite : Les journalistes africains outillés pour une aquaculture durable

CULTURE

56-59 L'Afrique à Hollywood : Djimon Hounsou de la rue a la grande firme cinématographique

Peuples autochtones : L'ouvrage GAHI ou l'affaire autochtone vient de paraître à Brazzaville

SPORT

60-66 Triple Gloire Du Football Marocain

Compte A Rebours : En Route Pour Qatar 2022 Zoom Sur Le Maroc

Éliminatoires CAN 2023 : Les hostilités sont lancées !

Championnat du monde des vétérans : Le Rwanda accueille la première édition en 2023

kalpin

Votre magazine Hommes d'Afrique est disponible sur Kalpin, le premier kiosque digital au Maroc

Prix unitaire	Prix annuel	Prix étudiant
60 DH	590 DH Par an	530 DH Par an
Accès digital	Accès digital à 12 numéros	Accès réservé aux étudiants

LA CLÉ POUR COMPRENDRE L'AFRIQUE
HOMMES d'AFRIQUE Magazine

Rendez-vous sur kalpin.ma

SAMIRAT NTIAZE

LE PRÉSIDENT MACKY SALL EXPRIME FRANCHEMENT LE RAS-LE-BOL DE L'AFRIQUE

Le Président Macky Sall a parlé avec franchise : l'Afrique « doit sortir des schémas qui ont leurs limites, même en temps normal. » L'assistance était surprise. Elle n'avait encore rien entendu. Nous étions à la 54e session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (CoM2022) que l'UNECA (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique) et le gouvernement sénégalais ont organisée à Dakar du 11 au 17 mai dernier.

Dans la somptueuse salle du Centre International de Conférences Abdou Diouf (CICAD), les ministres africains, et les personnalités internationales présentes se sont regardés. Le Président Macky a continué avec la même totalité, fort d'une double autorité : Président de la République du Sénégal, Président en exercice de l'Union Africaine. C'est « au nom de tous les chefs d'État du continent » qu'il a souhaité la bienvenue à une assistance ainsi qu'à ceux qui participaient en vidéo conférence, dont Michel Camdessus, ancien Directeur Général du FMI.

Son discours s'adressait pour partie aux diplomates des pays développés présents. Il touchait aussi les experts des institutions financières internationales, nombreux dans la salle. Depuis six décennies ils conseillent les gouvernements africains, sans résultat probant, dans ce continent dont la population souffre, sur une terre qui depuis deux siècles, Kwame Nkrumah l'écrit son livre « L'Afrique doit s'unir », enrichit « ceux qui travaillent à l'appauvrissement des Africains. »

« **Toutes les solutions qui ont été préconisées avant, sont** aujourd'hui aux oubliettes. » Certes, il parle des solutions d'avant la guerre d'Ukraine. Mais en réalité, il faut pousser plus loin en arrière pour comprendre le propos du Président Macky Sall.

La charge contre les institutions internationales n'était pas sous-entendue. Une double charge où les rôles doivent être répartis, chacun exécutant bien le sien. Le rôle des Chefs d'Etat africains, et celui des ministres africains, qui représentent les premiers au sein des institutions internationales. Macky Sall a demandé aux ministres africains d'avoir plus de nerf pour faire entendre la voix de l'Afrique au sein de celles-ci. L'heure n'est plus à la rigolade.

Il y a « nécessité pour l'Afrique, vraiment, d'élever la voix ! » a dit Macky Sall. « Il y a le plaidoyer politique des Chefs d'État, mais il y a aussi la défense des positions de l'Afrique devant ces institutions internationales dont vous avez la charge, vous, ministres des finances, ministres de l'économie, et de la planification » a-t-il déclaré le doigt pointé vers les ministres qui l'écoutaient et qui ont même applaudi.

Le Président Macky Sall a dénoncé « les pressions » exercées sur l'Afrique. « On vous prend à Washington, au Fonds [FMI], on vous dit 'faites ci, faites ça', conditionnalité A, B, C, sinon on ne décaisse pas, et souvent vous dites à vos chefs d'Etat, on est obligé quand même Monsieur Le Président, d'augmenter ceci, d'augmenter les prix, de faire ceci, de faire cela. » C'est un appel à la révolte !

Curieusement, il a pris à témoin, nommément une fois de plus, Michel Camdessus : « aujourd'hui, tout le monde est d'accord que les conditions et paramètres qui permettent la gouvernance économique mondiale sont dépassés et inadaptés à la réalité. Tout le monde est d'accord ! »

Sous un flot d'applaudissements, il a poursuivi : «à quoi bon continuer d'imposer à l'Afrique de respecter des chiffres de déficits dans une crise aussi grave, une double crise : de la covid, de la guerre avec ses impacts sur l'Afrique, de nous dire nous ne pouvons pas dépasser un déficit de 5% à 6%. Ça n'a aucun sens aujourd'hui, par rapport à la réalité de notre pays et à la situation que vivent nos peuples !»

Voilà, il l'a dit. Depuis bien longtemps, je ne me souviens pas avoir entendu un Chef d'Etat africain parler ouvertement ainsi. La manière, la mimique étaient en phase avec le contenu du discours. Debout Africains ! on vous a suffisamment trompés. Trop c'est trop !

Le Président Macky Sall n'a pas caché son ras-le-bol. L'occasion fait-elle l'homme ? Il dirige l'Afrique dans un contexte de difficultés internationales qu'aucun Président de l'UA avant lui n'a eu à affronter : à la méga crise socio-économique de la covid-19 depuis deux ans, est venue se juxtaposer depuis le 24 février, la terrible guerre d'Ukraine. C'est dans l'épreuve que les grands leaders se révèlent. Le Président Macky Sall vérifiera-t-il cette maxime ? Les actes qui suivront ses courageuses et véridiques paroles répondront à cette question.

6 DATES DU 6E MOIS

Dimanche 28 juin 1903, dans le district d'Arouca à Tacarigua, Trinidad et Tobago, naît Malcolm Ivan Meredith Nurse, qui deviendra George Padmore, l'un des plus brillants parmi les intellectuels du panafricanisme au 20e siècle. Il mérite sa place parmi les Pères fondateurs du panafricanisme.

On apprend que son arrière-grand-père était un guerrier Ashanti fait prisonnier puis esclave à la Barbade. Son père, James Hubert Alfonso Nurse. Naturaliste et originaire d'Antigua, sa mère avait pour nom de jeune fille Anna Susanna Symister.

Après ses études secondaires, qu'il termine en 1918, il est engagé comme journaliste dans divers journaux locaux. C'est pour lui l'occasion de travailler les talents du grand écrivain qu'il deviendra. En même temps, il économise de l'argent dans l'idée de poursuivre des études universitaires aux USA.

En 1924, il épouse Julia Semper. Plus tard dans la même année, il arrive à Nashville dans l'État du Tennessee aux USA où il s'inscrit pour des études de médecine à la Fisk University. Julia le rejoindra, laissant derrière elle à Trinidad et Tobago, leur fille Blyden, nommée en l'honneur d'Edward Blyden du Liberia, un panafricaniste mondialement influent à cette époque.

En 1924 : George Padmore qui s'appelait alors Malcolm Ivan Meredith Nurse, et son épouse Julia Semper.

De Nashville, Malcolm I. V. Nurse va à la New York University à New York, et après à Howard University, la célèbre université majoritairement noire à Washington, D.C., la capitale fédérale des USA.

À Howard, il s'imprègne simultanément des idées du panafricanisme et du communisme, deux idéologies au cœur du reste de sa vie et de ses combats.

En 1927, il rejoint officiellement le Parti Communiste des USA, CPUSA, de ses initiales anglaises. Il est particulièrement actif pour la cause noire au sein du parti. Il devient l'un des organisateurs du mouvement syndical du CPUSA dédié à la protection des travailleurs noirs. Pour mieux mener ses activités politiques et syndicales, il change de nom, adopte le nom pour lequel il sera connu: George Padmore, qui condense le prénom de son beau-père, George Semper et le nom d'un de ses meilleurs amis, Errol Padmore.

En 1929, il s'envole pour Moscou où il fait un exposé sur la nécessité de l'union syndicale. Il restera à Moscou pour y diriger Bureau l'Internationale Syndicale Rouge chargé des Noirs. Il est élu au Soviet de la ville de Moscou. Il publie des articles dans Moscow Daily News, un quotidien moscovite de langue anglaise.

En juillet 1930, il organise une importante conférence à Hambourg en Allemagne. Il s'installera à Vienne en Autrice où il publie « The Negro Worker », un mensuel défendant la cause des travailleurs noirs partout dans le monde.

Quand Adolf Hitler prend le pouvoir en 1933, des bandes nazies saccagent le bureau de The Negro Worker. Écœuré par le pacte germano-soviétique entre Hitler et Staline, Padmore, en été 1933, rompt ses relations avec les communistes soviétiques. En février 1934, l'Internationale Communiste à laquelle il appartenait l'expulse.

Connu comme communiste, Padmore se voit refuser la possibilité re rentrer aux USA comme il le souhaite. Il se retrouve apatride. Cela n'affecte pas sa farouche volonté de travailler pour la liberté des Noirs dans le monde, en particulier pour éliminer le colonialisme d'Afrique.

Il s'installe en France où il commence l'écriture du livre anticolonialiste « How Britain Rules Africa » (Comment la Grande Bretagne dirige l'Afrique) qui sera publié en 1936.

En 1934, Padmore quitte la France, s'établit à Londres en Angleterre. Il y rejoint son compatriote de Trinidad et Tobago, C. L. R. James. Celui-ci est déjà une autre grande figure intellectuelle du panafricanisme. Au sein d'une dense communauté d'écrivains et leaders noirs engagés dans la lutte pour l'émancipation des Noirs dans le monde, James a lancé l'International African Friends of Ethiopia, pour contrer l'invasion de l'Italie mussolinienne de l'Éthiopie.

L'IAFE deviendra l'International African Service Bureau, IASB, pour étendre son d'actions non plus seulement à l'Éthiopie, mais toute l'Afrique qu'étrangle le colonialisme. Padmore devient le Directeur de l'IASB qui se dote d'un journal, « International African Opinion » sous la houlette de James. Parmi les membres de l'IASB, l'on trouve Amy Ashwood Garvey, l'épouse de Marcus Garvey, et Jomo Kenyatta, qui sera le premier président du Kenya.

En 1937, Padmore publie un autre livre, « Africa and World Peace ».

En 1945, avec Kwame Nkrumah, Jomo Kenyatta, W. E. B. Du Bois et d'autres personnalités panafricanistes, Padmore organise le cinquième Congrès Panafricaniste qui se tient à Manchester en Angleterre.

Après 83 années de colonialisme anglais, le Ghana devient indépendant mercredi 6 mars 1957. À l'invitation de Kwame Nkrumah, Premier ministre ghanéen, Padmore s'installe comme conseiller de ce dernier à Accra.

En 1956, il publie son chef-d'œuvre, « Panafricanism or Communism? The coming struggle for Africa » (Panafricanism ou Communisme ? La prochaine lutte pour l'Afrique). Depuis lors, ce livre est une bible du panafricanisme que tout vrai panafricaniste doit avoir lue. Nous encourageons vivement les jeunes panafricanistes à le lire. Il relate l'histoire du panafricanisme et sa relation mouvementée avec le communisme. Il expose les pièges du communisme, de son dogmatisme, de son eurocentrisme, qui risquent de dérouter les Noirs du monde de la lutte prioritaire pour leur libération. Dans ce livre comme dans sa vie, Padmore ne s'est pas laissé dérouté, même quand il vivait en Russie sous Staline. En cela, il marche dans les pas de Marcus Garvey qui plaçait toujours cette lutte comme premier objectif de son mouvement, l'UNIA, Universal Negro Improvement Association.

Il retourne à Londres pour se faire soigner d'une cirrhose de foie dont il meurt le 23 septembre 1959 à l'Hôpital de l'University College de Londres. Nkrumah lui rend un grand hommage à la radio : «Un jour, toute l'Afrique sera sûrement libre et unie, et quand l'histoire finale sera racontée, le sens du travail de George Padmore sera révélé. »

Nkrumah et l'État ghanéen continuent d'honorer Padmore : Le 4 octobre 1959, ses cendres sont enterrées au Château Christianburg au Ghana. Le 30 juin 1963, au cours d'une cérémonie durant laquelle le Premier ministre Nkrumah s'exprime, le gouvernement ghanéen baptise « George Padmore Research Library », une grande bibliothèque d'Accra.

En ce mois de juin 2022 qui marque le 119e anniversaire de la naissance de George Padmore, Hommes d'Afrique Magazine rend hommage à ce grand Panafricaniste qui a été au front, dans tous les continents, pour tous les combats au 20e siècle pour la cause africaine. Il n'a pas craint d'affronter, physiquement, sur leur terrain, dans leur pays, les deux ogres du 20e siècle : Joseph Staline et le Parti Communiste d'Union Soviétique, et Adolf Hitler et le parti nazi. À une époque où peu, même en Afrique, imaginaient l'indépendance, il l'exigeait déjà en tête-à-tête contre les gouvernements colonialistes anglais, français et leur protecteur américain.

Nkrumah a encore dit: «Quand j'ai rencontré George la première fois il y a environ 15 ans, tous les deux avons constaté dès le tout début que nous réfléchissons selon la même ligne et parlons le même langage. Il existait entre nous cette rare affinité que l'on cherche si longtemps, mais trouve rarement chez un autre être humain. Nous sommes devenus amis au moment de notre rencontre, et l'amitié s'est développée en cette indescriptible relation qui existe entre deux frères. »

Aujourd'hui où le panafricanisme se renouvelle en Afrique, il est encourageant de voir les jeunes Africains se saisir de cette idéologie. Cheikh Anta Diop a conseillé la jeunesse africaine : « Armez-vous de science ! » L'on peut ajouter ceci: «Si vous voulez acquérir la science du panafricanisme, lisez George Padmore ! Armez-vous de ses écrits ! »

*****

Vendredi 4 juin 1915 naît à Bamako Coura, celui qui deviendra le premier Président du Mali indépendant : Modibo Keïta. Il dirige le pays du 20 juillet 1960 au 19 novembre 1968, quand un coup d'État le renverse.

Il fit sortir le Mali de la zone franc et créa la monnaie malienne. Le 30 juin 1962, l'Assemblée Nationale du Mali vote pour extraire le Mali du camp de concentration monétaire qu'est la zone franc, selon le Professeur Nicolas Agbohou. Il affirme que le franc CFA, c'est du nazisme monétaire. Avant le vote, le Président Modibo Keita déclare: «Chers Collègues, aussi loin que nous remontons dans le temps, l'histoire nous enseigne que le pouvoir politique s'accompagne toujours et

nécessairement du droit régalien de battre monnaie, que le pouvoir monétaire est inséparable de la souveraineté nationale, qu'il en est le complément indispensable, l'attribut essentiel.

« Pouvoir politique et pouvoir monétaire ne sont donc, à dire vrai, que les aspects complémentaires d'une seule et même réalité : la souveraineté nationale. »

Le 20 janvier 1961, soit quatre mois après l'indépendance du 22 septembre 1960, le Président Modibo Keita avait fait partir le dernier soldat français du sol malien.

La France a-t-elle trempé dans le coup d'État qui renverse Modibo Keita le 19 novembre 1968. Des Maliens le soupçonnent. Y a-t-il sa main dans sa mort, dans des circonstances toujours non élucidées, annoncée le 16 mai 1977 à Bamako ?

Comment réagit le Président Modibo Keita dans sa tombe en voyant ces dernières années s'entasser dans son pays, non seulement l'armée française, mais aussi une flopée de soldats d'une dizaine de pays européens, du Canada, et de l'ONU que l'armée française a entraînée dans son sillage au Mali ?

Sous le leadership du Colonel Assimi Goïta, le gouvernement malien, marchant sur les traces du Président Modibo Keïta, a demandé à la France et aux autres États concernés de reprendre leurs soldats venus sans invitation gouvernementale.

La France traîne les pieds. Les Européens traînent les pieds. Ils disent qu'ils sont venus combattre le terrorisme. Cela dure depuis environ une dizaine d'années. Ils répètent aussi que le Mali est pauvre.

Mais le pauvre ne veut point de vous. Il vous dit merci. Vous demande de rentrer chez vous. A trouvé en Russie, un partenaire plus efficace là où depuis de longues années, vous avez, de son point de vue, échoué. L'armée américaine est présente dans un très grand nombre de pays au monde. Dans l'histoire, aucune autre armée n'a atteint ce nombre. Pourtant, Richard Nixon, président des USA du 20 janvier 1969 au 9 août 1974 donnait ce conseil quand on abordait avec lui la question du très grand nombre des bases militaires américaines à l'étranger. Ce Californien natif de Yorba Linda, répondait poliment : si quelqu'un qui vous héberge vous demande partir, soyez gentil, prenez vos affaires, décrochez votre manteau et votre chapeau, dites-lui merci, et partez.

*****

Mardi 19 juin 1917, Joshua Nkomo, leader du parti ZAPU naît à Matospos, au Zimbabwe, qu'on appelait alors Rhodésie du Sud. Combattant pour l'indépendance du Zimbabwe, Nkomo sera vice-président du pays du 6 août 1990 au 1er juillet 1999, jour de sa mort à Harare. Hommes d'Afrique Magazine salue la mémoire de ce Grand Homme d'Afrique.

*****

Vendredi 16 juin 1944, à 7H30 du matin dans la ville de Columbia en Caroline du Sud aux USA, George Stinney, un garçon noir de 14 ans, est exécuté. Il devient le plus jeune condamné à mort aux USA. Comme il est trop petit pour la chaise électrique sur laquelle on va le tuer, ses bourreaux mettent une bible sur la chaise comme coussin et l'assoient dessus avant d'envoyer le courant électrique. Il avait été condamné à mort pour, disait l'accusation, le meurtre de deux jeunes filles : Betty June Binnicker, 11 ans, et Emma Thames, 7 ans, dont les cadavres ont été découverts le 23 mars 1944 dans la ville d'Alcolu toujours en Caroline du Sud.

George Stinney a dit son innocence. Le tribunal ne l'a pas cru. Il l'a condamné à mort. Puis on l'a rapidement exécuté.

En 2004, le Département de Droit de la Northeastern University a fait rouvrir le dossier. Stinney avait dit la vérité. Une révision du procès a conclu : non seulement Stinney n'a pas eu droit à un procès équitable, mais il était, il est, innocent.

*****

Lundi 25 juin 1962 est créé le FRELIMO, Front de Libération du Mozambique. Il sera le fer de lance de la lutte pour la libération du Mozambique du colonialisme portugais. Premiers à s'incruster en Afrique, les agresseurs colonialistes portugais furent les derniers à partir. Derrière eux, ils n'ont laissé que massacres. Soutenu par l'OTAN, le Portugal ne veut pas lâcher un territoire qu'il exploite sauvagement sans y rien apporter. Le Portugal avait pris l'habitude de tellement jouir des ressources du Mozambique et du travail des Mozambicains, qu'il avait décidé le 11 juin 1951, de faire du Mozambique purement et simplement une province portugaise.

La guerre de libération mozambicaine dura 13 ans, sous le remarquable leadership de Samora Machel. Le 25 juin 1975, le Mozambique devient indépendant sous le nom : « République Populaire du Mozambique ».

Président du Mozambique du 25 juin 1975 au 19 octobre 1986, jour où il meurt quand son avion s'écrase non loin de la frontière entre le Mozambique et l'Afrique du Sud. Sous Samora Machel, le Mozambique fut une solide base arrière des Sud-Africains en guerre contre le régime d'apartheid de Pretoria. L'on soupçonne au moins la complicité du gouvernement sud-africain dans la mort de Samora Machel. Certains affirment que l'armée sud-africaine a abattu l'avion. Hommes d'Afrique Magazine salue la mémoire de Samora Machel, un Grand Homme d'Afrique.

George Stinney, de 14 ans, condamné à mort et exécuté aux USA en 1944 par une justice américaine raciste. En 2004, son innocence est démontrée.

*****

Mardi 13 juin 1967, Lyndon Johnson, Président des USA, nomme Thurgood Marshall, un Noir, pour remplacer Tom C. Clark, un Blanc, juge à la Cour Suprême des USA depuis le 24 août 1943, et qui s'était retiré le 12 juin, veille de la nomination.

Pour la première fois, un Noir va entrer dans le cercle. Il s'agit du cercle des neuf personnalités qui forment la plus haute juridiction des États-Unis d'Amérique. Elle fut créée le 4 mars 1789. Une attente de 178 ans, 2 mois et 9 jours. Longue attente, n'est-ce pas ?

Du chemin parcouru, malgré tout, pour ceux qui n'étaient que des esclaves au moment où, le 21 juin 1788, le New Hampshire devint le neuvième des treize états ayant ratifié la Constitution des USA, qu'avaient signée le 17 septembre 1787, 39 des 55 délégués à la Convention de Philadelphie, dans l'Etat de Pennsylvanie. Avec neuf ratifications, le quorum est atteint ; la Constitution qui notamment instituait la Cour Suprême, entre en vigueur. Il ne reste plus qu'à faire passer le Judiciary Act du 4 mars 1789, qui donnait corps à la Cour Suprême, puis à nommer les premiers juges. Ils furent six au départ, tous nommés par George Washington, le premier Président des USA. Lors de son deuxième mandat, il en nomma encore quatre. Aucun autre président n'a pu nommer dix juges de la Cour Suprême comme le fit George Washington.

Le nombre de juges de la Cour Suprême changera six fois pour, en 1869, s'établir à neuf, nombre qui n'a plus bougé jusqu'à nos jours.

Thurgood Marshall, premier Noir juge à la Cour Suprême des USA.

Les 13, 14, 18, 19 et 24 juillet, le Comité judiciaire du Sénat auditionne Thurgood Marshall.

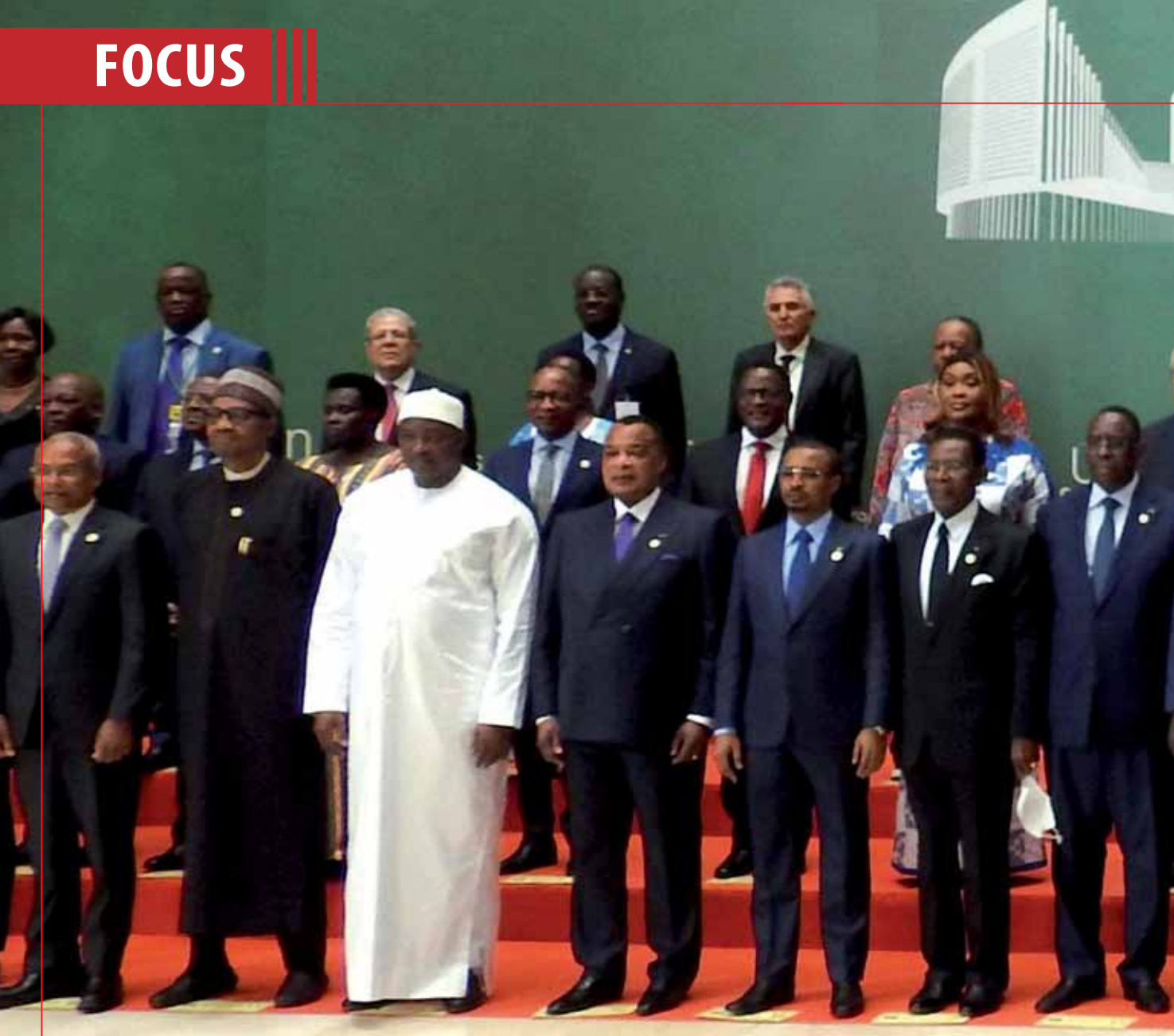
Le 3 août, par un vote de 11 contre 5, le Comité approuve la nomination de Marshall. L'un des principaux soutiens de Marshall au sein de ce Comité est le sénateur démocrate du Massachusetts, Edward M. Kennedy.

Le 30 août 1967, après six heures de débat, le Sénat vote en faveur de Marshall : 69 contre 11.

Après ce vote qui confirme sa nomination, Marshall déclare dans un communiqué : « Je suis très honoré de cette nomination et de sa confirmation. Permettez-moi de saisir cette occasion pour réaffirmer ma foi profonde en cette nation et son peuple, et promettre que je serai toujours conscient de mon obligation envers la Constitution et de l'objectif d'une justice égale devant la loi. »

Le 1er septembre 1967, devant Hugo L. Black, doyen des juges de la Cour Supreme, Thurgood Marshall prête le « serment constitutionnel » (Constitutional Oat) comme tout nouveau juge doit le faire. Le 2 octobre, comme doit aussi faire tout nouveau juge, mais cette fois en public, Marshall prête à nouveau serment, le « serment judiciaire » (Judiciary Oath) après quoi il s'assoit sur son siège de juge de la Cour Suprême des USA, et peut commencer son nouveau travail. Il se retirera le 1er octobre 1991.

L'évolution de la Cour Suprême des USA a continué. Avec l'approbation sénatoriale du 7 avril 2022 qui fait de Madame Ketanji Brown Jackson, la première femme noire juge de la Cour Suprême des USA, cette cour, pour la première fois de son histoire, compte deux Noirs parmi ses neuf membres, Clarence Thomas ayant succédé le 23 octobre 1991 à Thurgood Marshall, et y exerçant jusqu'aujourd'hui.



Malabo

L'UNION AFRICAINE CONTRE LES COUPS D'ETAT

La capitale Equato-guinéenne a abrité un sommet extraordinaire sur la situation humanitaire en Afrique et une session extraordinaire de la conférence de l'Union Africaine sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernements en Afrique.

Les 27 et 28 mai, les leaders africains ont discuté pour apporter des réponses politiques mais endogènes aux défis des décen-

nies 2010 et 2020 qui embastillent le développement, mieux l'émergence du continent.

Face au terrorisme et à l'insécurité (sous toutes ses formes) qui prétextent des changements anticonstitutionnels, devenus une véritable épine voire une note discordante, les chefs d'Etat brandissent la gouvernance. La déclaration de Malabo annonce l'ère de l'action collective.

A menace globale, riposte globale ! Le terrorisme et l'insécurité sous toutes ses formes, les changements anticonstitutionnels engendrent de graves distorsions. Ces crises humanitaires qui déstabilisent des vies, habitudes de vie et provoquent des mouvements de rejet. L'Union Africaine responsabilise ses décideurs. Rien ne nous sera donné. Les solutions africaines aux problèmes africains. L'agence humanitaire financée (pérennement et viablement nous l'espérons) par les Africains en premier lieu va entrer en action.

L'agence humanitaire financée (pérennement et viablement nous l'espérons) par les Africains en premier lieu va entrer en action

Les causes profondes de ces vulnérabilités restent l'incapacité de l'Afrique à offrir des conditions convenables d'existence à ses filles et fils, dans un monde en perpétuel déséquilibre. L'Union Africaine promet de ne minorer aucune facette de la problématique. Espoir !

TERRORISME ET COUPS D'ETAT

La gouvernance en Afrique doit se mettre à niveau

C'est l'appel lancé par les décideurs africains pour prévenir durablement les vulnérabilités qui se font le nid des convictions extrémistes et messianiques des promoteurs du terrorisme et des prises de pouvoir anticonstitutionnelles.

« En nos qualités de chefs d'État et de Gouvernement de l'Union africaine, conscients de notre responsabilité et de notre engagement, nous nous engageons de nouveau à nous fonder sur la vision partagée du panafricanisme et sur l'héritage de l'unité et de la solidarité africaines, en défendant le constitutionnalisme, la démocratie et la bonne gouvernance, et à adopter une approche multidimensionnelle pour parvenir à la paix, à la sécurité et au développement durable, conformément aux aspirations de l'Agenda 2063 – de l'Afrique que nous voulons ». Ce dernier paragraphe de la Déclaration sur le terrorisme et les changements anticonstitutionnels de gouvernement issu du sommet extraordinaire du 28 mai sur cette question illustre l'esprit des débats qu'ont eu les chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union Africaine. Intitulé « Réponse robuste, approfondissement de la démocratie et sécurité collective », la déclaration de Malabo veut être l'acte fondateur d'une nouvelle ère en Afrique.

Expression de volonté

Les Chefs d'Etat et de gouvernement africains, réunis en sommet extraordinaire à Malabo, ont exprimé la volonté de voir le continent être débarrassé des soubresauts du terrorisme et des changements anticonstitutionnels. Ils l'assertent au préambule de leur déclaration en reconnaissant « l'impératif de renforcer l'action collective pour relever les défis du terrorisme, de l'extrémisme violent et des changements anticonstitutionnels de gouvernement ».

Enfin la libération des mécanismes ?

De manière pratique, on se demande si l'Union Africaine va enfin mettre en branle les mécanismes prévus en matière de lutte contre l'insécurité

et gouvernance. Ces mécanismes restés en berne trop longtemps au détriment des nécessités réelles qui se posent, se poseront et se sont posées.

En premier lieu, la force africaine en attente et ses brigades régionales. Censée être la force d'interposition face aux défis d'insécurités sur le continent, cet instrument, dont la base logistique continentale est construite à Douala au Cameroun, demeure un serpent de mer. Inactive sur le théâtre des opérations, la FAA est supplée par des forces ponctuelles qui coûtent cher aux Etats. Lesquels Etats peinent à transformer ces forces en opérations de maintien de la paix. Dans la déclaration de Malabo, les chefs d'Etats s'engagent en ces termes : « opérationnalisons complètement de la Force africaine en attente (FAA) sans plus tarder et renforçons la coordination avec les CER/MR sur son utilisation; et accélérons la finalisation du Protocole d'accord entre l'UA, les CER/MR sur la FAA ».

Les Chefs d'Etat veulent tuer le retour à l'Afrique des coups d'Etat

Pour le financement, les chefs d'Etat font recours : au fonds spécial de l'UA pour la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent créé en 2016 ; contributions obligatoires pour les Opérations de soutien à la paix (OSP) mandatées par l'UA ; et ils s'engagent « fermement à fournir une allocation budgétaire adéquate pour les initiatives et programmes nationaux visant à renforcer la prévention et la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent ».

Taire les révoltes armées

L'UA s'attaque en outre aux changements anticonstitutionnels. Il n'est pas insensé de faire une lecture croisée avec les évolutions en Afrique de l'ouest notamment au Mali, en Guinée et au Burkina Faso. Les Chefs d'Etat veulent tuer le retour à l'Afrique des coups d'Etat vécue dans les décennies avant 2000. Deux attitudes se dégagent : la condamnation et la promotion de la gouvernance démocratique.

Quant à la gouvernance porteuse de conditions de vie satisfaisantes, les chefs d'Etat disent « nous sommes pleinement conscients de l'importance capitale de la construction de sociétés résilientes, de la cohésion sociale, de l'unité nationale et de la coopération régionale, comme fondement d'une paix durable, et dans l'esprit de la Décennie Madiba Nelson Mandela pour la réconciliation en Afrique ».

AGENCE HUMANITAIRE AFRICAINE

Des engagements financiers forts

Les décideurs africains ont fait des promesses financières en vue du fonctionnement de cette institution qui devra soulager les Etats esseulés dans la réponse satisfaisante à ce défi.

Les crises humanitaires sur le continent africain trahissent les multiples vulnérabilités de son socle socio-économique. Instabilité politique ; guerre de réclamation, détermination, séparation ou de sécession ; terrorisme et extrémisme violent ; changements climatiques ; catastrophe naturel ; accident logistique ; chocs exogènes sur les marchés internationaux et rupture de l'approvisionnement en denrées alimentaires. Toutes ces situations provoquent en Afrique des crises humanitaires qui nécessitent des prises en charge immédiates.

L'Afrique est généralement amoindrie au moment de la riposte face à ces situations. Les partenaires sont toujours sollicités , ce qui peut occasionner soit l'alourdissement de la dette soit l'aggravation de l'allégeance.

Pour Macky Sall, président en exercice de l'Union Africaine, cette situation « nous renvoie à notre responsabilité de prendre le mal par la racine, par une prophylaxie des tensions, en nous attaquant aux causes profondes des situations humanitaires ; parce qu'il vaut mieux prévenir qu'essayer de guérir ».

Etat des lieux

Les urgences humanitaires en Afrique, nombreuses, diversifiées et géographiquement dispersées. Moussa Faki Mahamat, président de la commission de l'UA a évoqué les chiffres du tournis. Dans son allocution durant le sommet, il indique que, « dans les 15 Etats membres les plus affectés, 113 millions de personnes sont en attente d'assistance d'urgence en 2022. L'Afrique de l'Est et la Corne de l'Afrique abritent actuellement 4,5 millions de réfugiés dont plus de 75% ont été affectés par la réduction de rations alimentaires en 2021. Ces deux dernières années, dans cette même région, les besoins alimentaires ont augmenté de 70%,

et plus de 25 millions de personnes y sont en situation d'insécurité alimentaire. En Afrique de l'Ouest et centrale, on compte 58 millions de personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il s'agit là du niveau d'insécurité alimentaire le plus élevé depuis 2016. On dénombre deux millions de personnes déplacées internes en Afrique centrale. Ce chiffre représente une augmentation de 30% par rapport à l'année 2020, et ne prend pas en compte les cinq millions de déplacés du Bassin du Lac Tchad. En Afrique du Nord, plus de 14 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire ».

Si l'on intègre les impacts de la pandémie de la COVID-19 et les prévisions des incidences de la crise Russie-Ukraine, le tableau se rapproche de l'apocalyptique.

Méthodologie

L'Union Africaine propose la pleine opérationnalisation de l'Agence Humanitaire Africaine.

Les Etats ont fait des promesses financières visant à soutenir l'action future de l'Agence

Elle envisage de réduire au minimum le paradoxe de l'humanitaire. Lequel réside dans la divergence entre le caractère d'urgence lié aux situations de détresse humaine à prendre en charge et la poignante nécessité de différer cette prise en charge pour cause d'absence ou d'insuffisance de ressources financières.

Les Etats ont fait des promesses financières visant à soutenir l'action future de l'Agence : En Afrique centrale, Cameroun 1 million de dollars, Angola 10 millions de dollars, Congo 2 millions de dollars, Guinée Equatoriale 4 millions de dollars, RDC 1 million de dollars. En Afrique du nord, la Mauritanie 1 million de dollars. En Afrique de l'ouest, Côte d'Ivoire 1,5 million de dollars. Ces chiffres sont ceux que nous avons pu receuillir et sont donc pas essence non exhaustifs.

Motif de satisfecit pour Moussa Faki Mahamat qui, à la vue de ces engagements fermes, déclare que «l'actualité a retenu, l'histoire retiendra, qu'en ce jour, dans cette belle cité de Malabo, les Chefs d'Etat et de Gouvernement d'Afrique ont, au cours de ce Sommet humanitaire extraordinaire de l'Union africaine, réaffirmé et confirmé, leur constante détermination à ne laisser de côté aucun réfugié ni aucun déplacé interne sur notre continent ».

Il faudra maintenant traduire ces annonces en actes.

54e conférence des Ministres des Finances, du Plan et du Développement de la CEA

Macky Sall, le discours de la révolte économique de l'Afrique

Son laïus d'ouverture des travaux ministériels de la 54e session conférence de la CEA à Dakar fut une leçon inaugurale sur l'affirmation de l'Afrique face au système financier international. Macky Sall est apparu comme le porte-voix des présidents africains acculés par les rouages injustes de la finance internationale. Donné devant les ministres et autres responsables de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies, ce discours fera date.

Alors que l'assistance s'attendait à un discours usuel et platonique, Macky Sall a surpris son monde. Plantant le décor, il a d'abord affirmé que « nos économies se trouvent dans un état de fatigue générale », et qu'avec la crise russo-ukrainienne dont personne ne peut prévoir l'épilogue, aucune « projection » économique n'est envisageable.

Cette crise, qui compromet toute perspective de reprise, inquiète Macky Sall. Le président sénégalais pense alors que l'Afrique devrait élever sa voix. Si le plaidoyer essentiel des chefs d'Etat est fait, il met en mission les ministres de l'économie et des finances pour faire connaitre les exigences du continent.

Pour Macky Sall, la défense économique de l'Afrique doit impérativement être l'affaire des ministres qui sont au contact des institutions de Bretton Woods. Parce que clame Macky Sall les conditions actuelles de la gouvernance économique sont « dépassées ».

> ***On nous a mis dans une camisole de force, un corset qui empêche notre développement***

Remonté, Macky Sall est sorti de son discours officiel et a mis en exergue l'incongruité qui consiste à exiger aux Africains de ne pas dépasser des déficits de 5%. Il alerte donc sur des risques sérieux de ne pas pouvoir atteindre les objectifs africains de l'Agenda 2030. Ces objectifs seront « compromis » dit le président Macky Sall.

Sauver les économies africaines passe inexorablement par une rupture totale avec les anciens systèmes économiques imposés à l'Afrique, estime Macky Sall. A l'en croire, il faut « sortir des schémas classiques qui ont montré leurs limites, même en temps normal ». Car, avec toutes ses potentialités, Macky Sall s'insurge du fait qu'on fasse croire que l'Afrique ne pèse que 5% dans l'économie mondiale.

C'est pourquoi aussi il ne comprend pas l'attitude des institutions internationales dont le FMI qui rechigne à faire droit à la réallocation des Droits de Tirages Spéciaux. Aussi, face à ces refus organisés, le chef de l'Etat sénégalais croit qu'il faut innover. Chercher des instruments qui n'impactent pas la dette et l'inflation.

En effet, pour Macky Sall, « on nous a mis dans une camisole de force, un corset qui empêche notre développement ». Derrière, « nos préoccupations ne sont pas prises en compte » sur le plan international, se désole Macky Sall.

Qui a en outre fustigé l'énorme poids que constitue la dette des pays africains. Un boulet pérenne qui ne peut, dit-il, favoriser un quelconque développement. Désormais, l'Afrique doit se dresser pour mettre en avant ses priorités. Parmi elles, discuter crânement de la durée, des conditions et des garanties des prêts faits par les institutions financières internationales.

Dans son discours, Macky Sall veut que les choses soient clarifiées entre ces institutions et « l'Afrique qui ne parle pas d'aide, mais de partenariat ». Dans ce sens, il a fait savoir que désormais, le Sénégal a des partenaires un peu partout, toutefois qu'il y trouve son intérêt. « Pas d'exclusivité, pas d'exclusion », professe-t-il.

Pour finir, le Président Macky Sall a conseillé aux Africains de promouvoir le commerce intra-africain et penser à développer des infrastructures, routières et ferroviaires notamment, pour favoriser les échanges. C'est, assure-t-il, ce qui fera bouger les choses pour la mise en route effective de la ZLECAF.

Une prise de parole qui a été fortement applaudie pour sa teneur empreinte de vérités. Un discours sans faux-fuyants qui doit être entendu par les institutions financières internationales qui prétendent œuvrer pour le bien-être des économies africaines.

Financement de la relance des économies africaines

Le Sénégal appelle à un plaidoyer du continent

C'est le fil d'ariane du mot de fin qu'a délivré le ministre de l'économie, du plan et de la coopération internationale du Sénégal, Amadou Hott. Dans son discours prononcé devant ses pairs africains à l'entame de leurs travaux, il a réitéré le fait que l'Afrique doit appuyer le plaidoyer du Président de l'Union africaine sur plusieurs points cruciaux de la relance des économies africaines.

La nécessité pour l'Afrique de parler d'une même et seule voix devant les bailleurs de fonds

Elu Président du Bureau de la 54ème Session de la Conférence des Ministres des finances et de de la planification de la Commission économique pour l'Afrique, Amadou Hott s'est dit honoré ainsi que son pays. A ces homologues africains, il a dit toute la nécessité pour l'Afrique de parler d'une même et seule voix devant les bailleurs de fonds.

A l'en croire, « Le nouveau Bureau va donc entamer son mandat dans un contexte de relance de nos économies suite à la pandémie de COVID-19, menacée par la guerre en Ukraine et ses impacts sur les prix des denrées de première nécessité et des ressources énergétiques ». Une situation complexe qu'il faut toutefois aborder avec courage si l'Afrique veut atteindre les objectifs de l'Agenda 2030.

Aussi s'est-il satisfait que « Cette conférence statuaire annuelle nous permet de poursuivre nos réflexions sur les solutions envisagées pour faire face à ce défi ». Pour atteindre leurs objectifs, les économistes africains ont été invités par le ministre sénégalais à « travailler sur des mesures concrètes » du plaidoyer africain.

Il s'agit de suivre africaine les « orientations claires et précises » émises par Macky Sall, à savoir notamment : l'accélération du processus de réallocation des DTS pour assurer son effectivité ; l'assouplissement des règles de l'OCDE afin de mieux faciliter l'accès de nos pays au crédit export, à des conditions plus soutenables ; la révision des critères d'évaluation du risque d'investissement en Afrique pour corriger la perception du risque du continent qui reste toujours plus élevée que le risque réel ; un meilleur accès aux vaccins et le renforcement des capacités pharmaceutiques africaines ; une transition énergétique juste et en ligne avec nos objectifs d'industrialisation.

A cet effet, Amadou Hott a assuré ses hôtes de la disponibilité du Bureau qu'il préside pour « appuyer, voire proposer, des réformes pour le renforcement de la mobilisation de ressources internes sur le continent et du marché des capitaux ».

Disant compter sur l'engagement de tous les ministres, Amadou Hott a indiqué que son Bureau pourra également travailler, « en relation avec la SFI et les autres partenaires, pour rendre opérationnelle l'Alliance pour l'Entreprenariat en Afrique ».

C'est un ministre satisfait des conclusions des travaux statutaires et des différentes tables rondes qui a déclaré close la 54e session de la CEA, le 17 mai 2022.

COM 2022
Financement de la relance de l'Afrique :
TEINDRE DE NOUVEAUX HORIZONS
es
dées
pour une
Afrique
prospère

MINISTRES, DIPLOMATES ET EXPERTS REAGISSENT AUX CONCLUSIONS DES TRAVAUX DE DAKAR

S. E. CRISANTOS OBAMA ONDO

AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE EQUATORIALE À ADDIS ABEBA, REPRÉSENTANT PERMANENT AUPRÈS DE L'UNION AFRICAINE ET DE LA COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

« La Guinée Equatoriale partage les principales conclusions et recommandations issue de cette conférence »

Vous avez été très actif dès le début de la 54e session de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique (CoM2022) que l'UNECA (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique) et le gouvernement sénégalais ont organisée à Dakar du 11 au 17 mai. Avant même d'arriver au Sénégal, vous êtes intervenu à partir d'Addis Abeba en vidéo et en direct comme modérateur de la séance d'ouverture. Comment avez-vous préparé cette conférence ? Quelles questions vous préoccupaient lors de cette préparation ?

Je voudrais tout d'abord remercier ce magazine panafricain pour l'excellent travail de communication qu'il développe depuis des années.

En rapport à votre question, il faut d'abord souligner qu'être représentant de mon pays devant cette prestigieuse institution (l'UNECA) est un honneur et implique beaucoup de responsabilités, tant sur le plan technique que politique. Un autre axe de responsabilité est lié au suivi le cadre des travaux de l'UNECA sur la base de ses objectifs en faveur des États membres africains. Lors de la 39e réunion du Bureau de la Commission au niveau des ambassadeurs à Addis Abeba, j'ai été élu président de ce Bureau. Et c'est dans ce contexte que je devrais modérer la séance d'ouverture du Comite d'Expert à Dakar, donner des orientations pertinentes et soulever des préoccupations générales sur le contexte économique et social de l'Afrique.

A votre arrivée à Dakar, vous avez été encore plus actif. Vous êtes intervenu dans plusieurs sessions. Comment se sont-elles passées ?

Pourriez-vous citer trois sujets majeurs qui y ont été débattus ?

En tant que président sortant du Bureau de la 39e réunion du Comité d'experts de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique, je devrais présenter un résumé des actions menées par l'UNECA durant la présidence de la Guinée Equatoriale aux membres du

> ***Le paysage financier actuel de l'Afrique se caractérise par une faible capacité de mobilisation des ressources, une dette publique en hausse, une charge excessive liée au service de la dette et aux échéances, une augmentation des besoins de financement, une aide financière bilatérale et multilatérale insuffisante que le continent intègre dans un contexte financier international défavorable***

Comité d'Experts.

Il faut indiquer qu'il a un peu plus d'un an, nous nous sommes réunis à Addis-Abeba pour examiner les moyens d'action propres à promouvoir une industrialisation et une diversification durable pour le continent africain dans le contexte de la numérisation et de la pandémie de coronavirus (COVID-19). Depuis lors, l'UNECA a fait des progrès considérables pour aider ses Etats membres à atteindre les objectifs définis. Aujourd'hui, je peux souligner quatre principales actions mises en œuvre lors de cet exercice :

Les Actions sur une reprise durable après la pandémie de COVID19.

Un cadre de concertation pour les hauts fonctionnaires, des ministres des finances et de la planification économique, pour qu'ils puissent examiner des questions relatives au financement du développement de l'Afrique et à la gestion de la dette, entre autres sujets, a été mis en œuvre.

Des efforts ont été aussi faits dans le cadre d'acquisition de vaccins. Dans ce contexte, l UNECA a joué un rôle crucial dans l'obtention de 510 millions de doses de vaccins Johnson & Johnson et Moderna et a travaillé avec les principales parties prenantes pour accroitre la capacite de fabrication de vaccins sur le continent.

Pendant cette année, l'UNECA a également accordé une attention particulière aux efforts visant à éviter l'insolvabilité qui découle des problèmes de liquidité causés par la pandémie. Elle a, à cet égard, préconisé l'émission de nouveaux droits de tirage spéciaux et la prolongation de l'Initiative de suspension du service de la dette jusqu'en décembre 2021.

Mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine

Dans le cadre de cette action, l'UNECA a continué à exhorter les pays à accélérer la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine par des efforts de sensibilisation et de plaidoyer, qui ont débouché sur la ratifi-

cation de l'Accord par 42 pays en 2021. Un soutien important a été aussi accordé aux Etats membres dans l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi des politiques et programme relatifs aux chaines de valeur régionales et aux questions lies à la deuxième phase de mise en œuvre de l'Accord, qui couvre l'investissement, la politique de concurrence et les droits de propriété intellectuelle.

Promotion de la révolution numérique et des donnes en Afrique

Pour la promotion de la révolution numérique et des données en Afrique, une boite à outils pour la planification intégrée et l'établissement de rapports en ligne a été créée pour aider les pays membres à harmoniser leurs plans de développement nationaux avec l'Agenda de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unis et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine.

Dans cette même perspective, l'importance du renforcement des capacités statistiques des Etats membres a été soulignée. A cet égard, des directives ont été élaborées pour la mise en œuvre en Afrique du Cadre statistico-geospatial mondial et un appui a été apporté à des Etats-membres en matière de recensement électronique.

Relatives au développement durable

L'UNECA, en collaboration avec la Commission de Union africaine, la Banque africaine de développement, d'autres entités du système des Nations Unies et les gouvernements hôtes, a organisé les septièmes et huitièmes sessions du Forum régional africain pour le développement durable à Brazzaville et Kigali respectivement. Les deux sessions du Forum ont permis aux Etats-membres d'adopter des mesures visant à favoriser une reprise durable après la pandémie de COVID-19 et à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et l'Agenda 2063.

Le thème de la Conférence de Dakar était « Financement de la relance de l'Afrique : trouver des solutions innovantes ». Malgré ses nombreuses richesses et son grand potentiel, pourquoi l'Afrique peine-t-elle toujours à financer son développement ? Concernant ce financement, quelles innovations les travaux de la conférence ont-ils produites ?

Il faut reconnaitre que les déficits de financement du développement se sont profondément creusés depuis la pandémie de la COVID-19. Celui du financement annuel nécessaire à la réalisation des objectifs de développement durable pour les pays en développement a augmenté de 1700 milliards de dollars USD. En Afrique, les dépenses annuelles consacrées aux ODD devraient augmenter de 154 milliards de dollars USD chaque année en raison de la COVID -19 et de 285 milliards USD supplémentaires au cours des cinq prochaines années.

> ***En Afrique, les dépenses annuelles consacrées aux ODD devraient augmenter de 154 milliards de dollars USD chaque année en raison de la COVID -19 et de 285 milliards USD supplémentaires au cours des cinq prochaines années***

Or, le paysage financier actuel de l'Afrique se caractérise par une faible capacité de mobilisation des ressources, une dette publique en hausse, une charge excessive liée au service de la dette et aux échéances, une augmentation des besoins de financement, une aide financière bilatérale et multilatérale insuffisante que le continent intègre dans un contexte financier international défavorable.

Dans cette optique, des réflexions réalistes ont été menées en tenant compte de ce contexte difficile des économies africaines et des politiques financières des institutions multilatérales qui ne sont plus adaptées aux réalités et aux besoins actuels de développement durable de l'Afrique.

La mobilisation par le continent de ses propres ressources aux fins du développement est essentielle pour combler son déficit de financement, mais aussi cruciale de reformer l'architecture financière internationale.

Quel a été l'apport de votre pays, la République de Guinée Equatoriale, à cette conférence ministérielle ?

Notre participation à cette conférence est un principe pour correspondre à nos obligations institutionnelles et pour répondre aux engagements politiques du gouvernement de Guinée équatoriale. Donc, l'apport de mon pays à la conférence ministérielle a été d'abord technique, mais aussi institutionnelle et politique.

Comment la Guinée Equatoriale profitera-t-il des recommandations issues de cette conférence ?

La Guinée Equatoriale partage les principales conclusions et recommandations issue de cette conférence et prendra des mesures concrètes pour la mise en œuvre de ces différentes réflexions qui sont en cohérence avec la vision politique et les perspectives pour une bonne planification de l'économie nationale.

Vous représentez votre pays auprès de l'UNECA à Addis Abeba. D'une façon générale, comment se passe ce travail de représentation ? En êtes-vous satisfait ? Quels sont les principaux dossiers sur lesquels l'UNECA et la Guinée Equatoriale collaborent actuellement ?

Nous avons à l'esprit de souligner l'importance de travailler côte à côte avec des institutions partenaires multilatéraux comme l'UNECA. Leur capacité de mobilisation des ressources et d'assistance technique est cruciale pour améliorer notre travail administratif, de gestion, de contrôle et de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre des programmes nationaux de développement durable. Donc, nous avons un chantier ouvert de collaboration avec l'UNECA dans ces différents domaines et nous espérons davantage renforcer notre coopération.

BAMBA DIOP, DIRECTEUR GENERAL DE LA PLANIFICATION ET DES POLITIQUES ÉCONOMIQUES AU MINISTÈRE DE L'ECONOMIE ET DE LA PLANIFICATION DU SÉNÉGAL

« Je réitère le plaidoyer de l'allocation des Droits de Tirages Spéciaux qui devront permettre le financement de nos économies»

Quel a été votre rôle durant les travaux, au point que vous soyez félicité par vos pairs africains ?

J'ai eu le plaisir de présider le Comité des Experts de la CEA à partir du 11 mai. Ça été un travail collégial avec l'assistance technique des équipes de la CEA, mais également avec une forte collaboration des collègues des autres pays. Nos travaux ont servi de document de base à nos autorités.

Comment jugez-vous le thème de cette 54e session de la Conférence des Ministres des Finances et du Plan de la CEA ?

Le thème est plus que d'actualité et d'une importance capitale. On a parlé du financement de la relance. Comme nous le savons tous, l'Afrique vient de vivre une crise de la Covid-19 qui a engendré une récession que l'Afrique n'avait pas connue depuis 30 ans. Des pays comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire ont su résister à la pandémie, tant bien que mal.

Après une brève reprise, on a enregistré en début d'année la survenue d'un conflit en Ukraine qui vient exacerber les prix des denrées alimentaires. Nous avons réfléchi pour sortir des sentiers battus et mettre à la disposition de l'Afrique des financements pour relever le défi de la reprise mais aussi d'accélérer le processus de transformation structurelle.

Que prévoyez-vous pour relancer les économies africaines ?

Je réitère le plaidoyer de l'allocation des Droits de Tirages Spéciaux qui devront permettre le financement de nos économies.

D'autres sources de financements sont envisagées à savoir le financement bleu, le financement vert, les partenariats public-privé afin que le secteur privé joue pleinement son rôle pour mobiliser des ressources

D'autres sources de financements sont envisagées à savoir le financement bleu, le financement vert, les partenariats public-privé afin que le secteur privé joue pleinement son rôle pour mobiliser des ressources. Au sein de nos Etats, des efforts doivent être faits pour la mobilisation des ressources domestiques, élargir la base fiscale mais également lutter contre les flux financiers illicites.

JOAO ALADJE MAMADOU FADIA, MINISTRE DES FINANCES DE LA GUINÉE-BISSAU

« Il nous appartient de définir une stratégie continentale pour pouvoir nous en sortir »

Monsieur le Ministre, sur quoi ont porté vos discussions à Dakar ?

On a discuté de plusieurs sujets en plusieurs volets concernant la reprise économique du continent afri-cain. Des discussions qui ont permis de dégager de nombreuses pistes, vu la crise ukrainienne et les restes de la crise de la Covid-19.

Justement en parlant de Covid-19 et de la crise ukrainienne, peut-on savoir en quoi ont-ils impacté l'économie de votre pays ?

Comme toutes les économies du monde, nous avons senti les effets négatifs de la pandémie. La Gui-née-Bissau a eu des difficultés énormes. Nous sommes une petite économie centrée sur l'exportation de la noix de cajou. La Covid-19 s'est déclarée alors que nous étions en plein début de la campagne de la noix de cajou. Cela a affecté tous nos agriculteurs, dosons dans l'ordre de 90% de la population.

Nous avons atteint un déficit budgétaire de 9%, ceci explique tout. Ce qui nous a obligés a effectué beaucoup de dépenses pour combattre la pandémie. Naturellement la situation nous a contraints à avoir moins de recette.

Comment vous avez fait face à tous ces problèmes ?

Nous avons cherché des financements. Heureusement que nous avons pu compter avec nos institutions régionales, la BOAD nous

a assisté avec près de 22 milliards de Francs CFA, la BCEAO a mis à notre disposition plus de 15 milliards de Francs CFA. Nous avons été appuyés dans l'acquisition de médi-caments par la BID qui a mis 15 millions de dollars à notre disposition.

La Banque Mondiale, 7 millions de dollars. C'est ainsi qu'on a pu gérer la situation en distribuant des vivres aux populations. Actuellement, nous ne sommes pas encore sortis du cycle de la pandémie et voilà que la crise ukrainienne tombe avec d'autres effets dont la flambée des prix du carburant, des produits de base comme la farine, le riz etc. Or le riz est l'un des aliments de base de nos populations.

Aujourd'hui, l'Afrique doit trouver les moyens pour relancer son économie, selon vous quels en sont les axes prioritaires ?

Le président Macky Sall a tout dit dans son discours. L'année der-

nière, l'Afrique toute entière a reçu 5% des Droits de Tirages Spéciaux, ce qui signifie 30 milliards de dollars sur 600 milliards. Or en peu de temps, nous voyons comment le monde s'est mobilisé pour trouver des financements pour l'Ukraine. Un seul pays a eu plus que ce qui a été alloué à l'Afrique, un continent.

Le monde est très injuste. L'Afrique contribue beaucoup et pour que l'Europe existe comme continent riche, c'est parce qu'il achète les matières premières de l'Afrique indispensables pour son industrie. Si nous refusons d'exporter, de vendre l'Europe aura un problème. L'Europe et le monde nous montrent leur préférence avec la crise ukrainienne.

C'est aux Africains de voir ce qu'il faut faire pour produire du sucre, pour produire localement tout ce dont ils ont besoin. Nous sommes en crise et nous voulons nous en sortir en cherchant des financements, mais on nous dit non. On nous bloque. On ne peut pas emprunter. Il nous appartient de définir une stratégie continentale pour pouvoir nous en sortir.

Combien coûtera cette relance des économies africaines ?

Le chiffre de 200 milliards de dollars est avancé jusqu'en 2025 pourrait aider l'Afrique à s'en sortir. Cependant le président de la BOAD conteste ce chiffre. Lui, il pense que l'Afrique aura besoin du double de cette somme pour relever la tête. Selon lui, si on fait l'addition des actifs de toutes les banques de développement du monde, ce ne sera suffisant pour financer la relance de l'Afrique.

DR KUPULE MLAMBO, VICE-GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DU ZIMBABWE

« Je pense que l'Afrique doit se focaliser sur l'investissement domestique et l'investissement étranger »

Sur quoi ont porté vos discussions à Dakar ?

Nous avons parlé de la manière dont l'Afrique doit s'y prendre pour mobiliser les finances avant de la relance économique. Comme tous les pays africains, nous avons les mêmes challenges au Zimbabwe du fait de la Covid-19 et la crise en Ukraine qui ont fait grimper les prix des produits de première nécessité. Nous cherchons à maitriser l'inflation qui est causé par la flambée des prix.

Comment avez-vous contré les conséquences de la Covid-19 au Zimbabwe ?

Nous avons d'abord pris des mesures drastiques en nous enfermant d'abord, comme bien de pays. Ensuite, nous avons fait une allocation budgétaire pour les entreprises dont les trésoreries étaient tendues. Le gouvernement a décaissé 18 millions de dollars et à notre niveau nous avons donné des garanties aux entreprises qui demandaient notre assistance.

Nous avons acheté un grand stock de vaccins en Chine. Aujourd'hui, nous faisons partie des pays ayant vacciné un grand nombre de ses nationaux. Ce sont donc les crédits et notre garantie qui a permis aux pays et aux entreprises.

Sur quels terrains l'Afrique doit se concentrer pour relancer son économie après cette réunion ?

Je pense que l'Afrique doit se focaliser sur l'investissement domestique et l'investissement étranger. Si on veut avancer, c'est ce que je conseille, avec un accent particulier à mettre sur la construction des infrastructures.

JEAN-PAUL ADAM, DIRECTEUR TECHNOLOGIE, CHANGEMENT CLIMATIQUE ET RESSOURCES NATURELLES À LA COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AFRIQUE DES NATIONS UNIES

« Pour attirer les investissements, il faut avoir les infrastructures qui permettent d'investir sur le long terme. »

Monsieur le Directeur, que fait la CEA pour la relance des économies africaines ?

Bâtir autrement. Parce que l'Afrique a connu une croissance très forte en début du siècle. C'était une croissance acquise à travers les commodités de base, mais sans grande valeur ajoutée. C'est devenu une source de vulnérabilité, même si cela a permis une croissance très élevée au départ. Aujourd'hui, nous voyons que la croissance est très faible en Afrique par rapport à d'autres régions du monde. Cela est dû à la limitation de la valeur ajoutée dans nos exportations. C'est aussi lié au manque d'intégration entre les marchés africains. L'Afrique commerce moins entre ses pays.

Ce que fait la CEA c'est d'appuyer les opportunités pour créer des chaines de valeurs durables, axées sur la production et la transformation sur le continent africain, de mobiliser les ressources pour faciliter et accélérer les investissements qui permettent le renforcement de ces chaines de valeurs.

Aider les pays africains à bâtir cette résilience du nouveau modèle économique qu'on veut.

Comment peut se décliner ce nouveau modèle économique voulu pour le continent africain ?

C'est un modèle basé sur le développement durable, c'est un investissement vert, son accélération se fera si on bâtit une politique de stabilité des prix des matières premières et des prix du pétrole. C'est un grand défi car la non-maitrise provoque

de l'inflation. Il faut développer un marché interne qui sera basée sur les énergies renouvelables. Ça va créer cette stabilité et cette résilience.
Le modèle se décline à travers des investissements verts. Les études menées par la CEA ont démontré qu'il y a un effet multiplicateur qui est beaucoup plus fort à travers les secteurs verts. Le plus grand problème, c'est de trouver l'investissement de départ qui est très lourd.
Il faut donc développer les marchés africains pour que les pays africains puissent investir eux-mêmes. Mais aussi, attirer plus l'investissement étranger.

Comment la technologie peut aider l'Afrique à bâtir une économie continentale forte ?

Donner les points d'entrée aux pays africains pour mobiliser des technologies qui peuvent créer cette accélération. On peut noter l'intelligence artificielle qui est de plus en plus utilisée sur presque toutes les plateformes de paiement numérique. On a vu que lors de la Covid-19, les pays africains se sont portés sur les systèmes de paiements numériques. Ça leur a permis de fonctionner et même dans certains cas à gagner plus de parts de marché. Il y a une grande opportunité des marchés africains pour être interconnectés sur le continent et avec le monde.
C'est un des outils qui créera ces chaines de valeurs et qui fera que l'Afrique ne sera plus seulement un continent exportateur de matières premières.

Quelle place pour la problématique du changement climatique dans cette quête de relance économique ?

Premièrement, je voudrais dire que le problème énergétique de l'Afrique est dû à un manque d'investissement. Et il y a aussi cette volatilité dans les prix de l'énergie. Pour adresser la volatilité, il faut un investissement qui permette de fixer les prix. Les entreprises savent que si elles ont accès à de l'énergie qui est sûre et garantie, c'est la base de l'investissement.
Pour attirer les investissements, il faut avoir les infrastructures qui permettent d'investir sur le long terme. L'autre élément est de s'assurer que les banques africaines investissement elles-mêmes dans cette relance. Il y a énormément de fonds qui viennent de ces banques mais qui sont investis ailleurs.
Dans certains cas, cela est lié à la perception de l'insécurité, mais il y a beaucoup de choses qu'on peut faire pour réduire cette perception de l'insécurité dont l'assurance contre les risques. A moyen terme et à long terme, cela va nous coûter moins cher parce qu'en investissant dans les énergies renouvelables, ça va nous coûter moins cher à l'avenir.

> ***Nous ne demandons pas de la charité. Ce que nous voulons, c'est de créer des systèmes pour avoir nos propres richesses. C'est de l'investissement dans des secteurs qui sont des multiplicateurs***

Avec quelles ressources naturelles, l'Afrique peut booster sa relance économique ?

Il y en a plusieurs, je dirai qu'en premier lieu si on regarde les ressources minières qui sont utilisées dans la chaine de valeurs des technologies renouvelables, le cobalt, le lithium. Ce sont des ressources très présentes en Afrique. 70% des ressources globales de cobalt sont en RDC.
Si on arrive à faire plus de transformation, c'est-à-dire pas seulement exporter, on peut créer des batteries sur le continent africain. Cela va créer plus d'emplois, plus de chaines de valeurs étendues sur plusieurs pays. Nous allons créer la demande pour beaucoup de produits dont les produits financiers, c'est à dire qu'on crée un cercle pour l'investissement.
Et puis bien sûr, il y a le capital naturel africain qui a une très grande valeur. Si on prend le bassin du Congo qui représente le deuxième poumon du monde après l'Amazonie. Le bassin du Congo absorbe l'équivalent de trois ans de gaz à effet de serre au niveau mondial. Nous sommes en train de travailler sur la création de marchés sur les crédits de carbone.
Qui permettront aux pays d'utiliser ce capital naturel pour financer leur développement. Donc, il faut miser sur l'énergie et l'agriculture. Si on regarde la région du Sahel, le projet de Grande muraille verte offre des opportunités de réhabilitation de la nature. Ce qui nous créera moins de problèmes d'eau, moins de problèmes de sécheresse et surtout des opportunités pour faire plus d'agriculture.
Avec la crise ukrainienne, on a vu comment nous dépendons des importations d'ailleurs pour notre alimentation de base. La réhabilitation du Sahel peut faire qu'il devienne le grenier de la sous-région.

Combien coûtera cette relance économique ?

Je crois qu'il y a plusieurs chiffres qui ont été cités. La CEA a estimé jusqu'à plus de 200 milliards de dollars le montant de cette relance. Mais le message qui vient de cette 54e session est que nous ne demandons pas de la charité. Ce que nous voulons, c'est de créer des systèmes pour avoir nos propres richesses. C'est de l'investissement dans des secteurs qui sont des multiplicateurs.
Nous disons encore qu'il faut créer des chaines de valeurs. Ça ne sert à rien d'investir dans les panneaux solaires par exemple, sans regarder la chaine de valeurs autour. De plus en plus de pays africains y vont, mais ça doit être la norme qui va changer la donne.

JEAN LUC MASTAKI, DIRECTEUR SOUS-RÉGIONAL PAR INTÉRIM DE LA CEA POUR L'AFRIQUE CENTRALE

« Donc de plus en plus, nous voulons que l'Afrique commerce entre elle »

Est-ce que vous pouvez nous expliquer sur ce que vous faites en tant directeur par intérim ?

Je parlerai des fonctions du bureau de la Cea de façon traditionnelle, qui a pour ambition d'accompagner les Etats africains dans leurs quêtes du développement inclusif, durable et résilient. Nous sommes aussi le bras technique des Nations unies qui accompagne les pays africains dans l'identification, la définition et la mise en œuvre des politiques de développement économique et social qui répondent aux enjeux de l'heure mais aussi qui permettent de placer l'Afrique au cœur du processus du développement global.

Nous sommes aussi une institution qui a la charge de forger des consensus de politiques de développement sur des questions émergentes. Par exemple la question de la zone de libre-échange continentale qui est au cœur du développement de l'Afrique. Nous accompagnons les pays de l'Afrique centrale à avoir un consensus et une vision commune afin de tirer grande partie des avantages pour une zone beaucoup plus large.

Nous accompagnons aussi d'autres instances notamment le secteur privé, la société civile à venir participer dans le débat économique visant à propulser des politiques soient efficientes et efficaces. Dans le cadre national, nous sommes engagés dans des projets de renforcements de capacités.

De façon spécifique, le bureau de la Cea en Afrique centrale se focalise sur les questions de la promotion de la diversité économique tirée par l'industrialisation et le commerce sur les matières premières notamment l'économie pétrolière. Nous pouvons partir du Congo Brazzaville, le Gabon, le Tchad, la Rdc, la guinée équatoriale.

Toutes ces économies pétrolières sont des économies qui finalement

ont montré une certaine vulnérabilité suite aux frustrations des coûts des matières premières du fait que ces années passées. Des chutes des coûts du pétrole a souligné la vulnérabilité macroéconomique de ces pays où certains n'ont pas été en mesure de faire face aux charges régaliennes.

Nous, à la Cea, nous sommes à la charge de ces économies pour un développement de la diversification économique pour augmenter la part du secteur manufacturier économique dans le Pib, aussi pour augmenter d'autres services et d'avoir une croissance qui est créatrice d'emplois pour répondre aux besoins des populations jeunes qui ne demandent que ça.

Et cette croissance tirée des matières premières n'a pas permis à nos pays de commercer entre eux. Parce qu'il a consacré ces commerces traditionnels entre nos pays et les partenaires du monde extérieur. Donc de plus en plus, nous voulons que l'Afrique commerce entre elle, c'est le seul continent qui a une part du commerce intrarégional faible.

Voici ce que la Cea a fait, accompa-

gner l'Afrique centrale, mon bureau en particulier par rapport à tous ces enjeux des chantiers de l'heure qui émergent.

Ceci dit, en rapport avec le thème qui concerne toute l'Afrique, comment l'économie africaine peut se relancer ?

Les économies africaines, je commence par dire qu'elles ont beaucoup souffert de ces séries de crise qui sont venues s'ajouter à d'autres qui sont quasi permanentes. On a parlé du changement climatique qui est un facteur nouveau qui est là avec nous en Afrique centrale, le Tchad et avec nous au Cameroun et qui gangrène le processus de développement. Et à ces crises sont venues ajouter d'autres crises ouvertes.

La première est la pandémie du covid-19. Les études du bureau de la Cea en Afrique centrale ont montré avec les autres agences des nations unies au Cameroun que la pandémie a affecté les économies de façon sérieuse à travers différentes chaines de canaux de transmission.

Le premier étant le canal de la croissance qui a été frustrée par cette pandémie étant donné que les services ont été complètement perturbés et n'ont pas pu produire. La fermeture de certaines entreprises qu'ils soient restaurants, hôtels alors que les services commençaient à produire une part importante de notre Pib.

Le secteur a été durement frappé par la pandémie. Deuxième élément, les chaines d'approvisionnement ont été perturbées au niveau global alors que nous dépendons beaucoup plus de ces chaines de valeurs globales où certains produits intermédiaires sont réalisés à l'extérieur pour venir informer notre secteur industriel comme consommateur intermédiaire.

La rupture dans la chaine d'approvisionnement a bloqué la machine dans beaucoup de nos pays avec la destruction d'emplois, on ne travaille plus, on ne gagne pas. Le canal le plus frappé, c'est le commerce qui a été perturbé même avec des partenaires lointains traditionnels.

Les chaines d'approvisionnement étant bloquées et en rupture alors qu'on pensait s'en sortir, voici la crise ukrainienne qui s'invite depuis février, entre la Russie et l'Ukraine qui constituent un noyau international pour les céréales, le maïs, le blé et pour certains produits de matières premières car la grande quantité d'importation d'acier et de fer pour certaines économies comme le Cameroun vient de cette zone.

Et donc avec les réceptions économiques s'en suivent les sanctions qui s'imposent à la Russie. Avec les perturbations encore une fois du commerce international autour de cette zone très riche qui constitue à peu près 25% du commerce des graines de blé.

Nous sommes donc en train de parler d'une chaine d'approvisionnement importante pour l'Afrique qui est perturbée et ça commence à se manifester au sein de nos pays à travers les taux d'inflation qui augmentent mais aussi sur les paniers de la ménagère qui se font sortis déjà dans la plupart de ses grandes capitales de nos pays.

> ***Il faut penser un peu plus sur la souveraineté économique au niveau africain***

Ça fait que cette deuxième crise vient donc ajouter à la vulnérabilité de nos pays de l'Afrique centrale d'autres dimensions qu'il va falloir résoudre.

Pour revenir à votre question, comment l'Afrique peut se relancer. Des réflexions avaient déjà commencé, le secrétaire général des Nations unies a lancé la première idée de reconstruire au mieux. Le building better, signifie si on construit nos économies de façon durable, pour faire en sorte que le niveau qui sera adopté soit le modèle le plus résilient du point de vue environnemental et permette aussi de prendre en compte les besoins les plus vulnérables, ce sera bien.

Comment est-ce que nous lançons un modèle de croissance et de n'être plus vulnérable aux chocs ?

Nous devons faire en sorte que nous produisions de sorte que nous ne soyons plus durement perturbés par cette crise. Et pour nous à la Commission économique pour l'Afrique, c'est la promotion du marché interafricain à travers la zone libre échange continentale.

De produire aussi les biens essentiels dont nous avons besoin nous-mêmes, essayer par exemple l'industrie pharmaceutique comme le gouvernement du Cameroun l'a souligné. Le Cameroun importe 97% de ses produits pharmaceutiques qu'il consomme et les maigres 3% produits localement sont à partie des produits intermédiaires importés.

Il faut donc développer la chaine de valeurs de produits pharmaceutiques si nous voulons être résilients. Un expert l'a dit ici, les produits pharmaceutiques n'ont pas pu bouger pendant la covid-19 parce que les frontières étaient fermées et certains ont même été périmés au sein de leurs stocks occidentaux.

Il faut penser un peu plus sur la souveraineté économique au niveau africain. Au-delà de ces produits pharmaceutiques, c'est cette dépendance alimentaire, cette forte facture d'importations alimentaires qui nous interpelle.

Comment renforcer les chaines d'approvisionnement de valeurs agroalimentaires dans nos pays afin que nous puissions nous assurer avec les contrôles de plans qui sont mis sur la table. Nous ne sommes pas en train de dire qu'il faudra à tout prix se baser sur nous-mêmes, il y a des secteurs stratégiques qui demandent que la production locale soit renforcée.

Et lorsque nous parlons de productions locales, nous ne parlons pas de production au niveau local du centre africain, mais que les produits locaux peuvent circuler facilement et qu'on puisse promouvoir la capacité productive locale.

C'est une des options que nous mettons sur la table pour protéger les couches sociales.

Financing
Africa's
Recovery:
BREAKING NEW GROUND
Financement
de la relance
de l'Afrique :

Géoéconomie

L'Union Africaine veut un siège de membre du G20

Cette proposition qu'entend porter le président de République du Sénégal et président en exercice de l'Union Africaine a été discutée par les ministres africains de finances sous le regard encourageant de la CNUCED.

L'Afrique en tant que continent est la 8ème plus grande économie du monde. Si elle n'est pas divisée en Afrique subsaharienne et Maghreb. L'Afrique tient bien sa place. C'est ce qu'il faut retenir du déjeuner de travail des ministres africains des finances et du plan tenu dans la matinée du 16 mai à Dakar. Cette rencontre organisée quelques heures avant l'ouverture, par le président Macky Sall, de la 54ème session de la conférence des ministres africains des finances et du plan de la CEA, a connu la participation de plusieurs organisations régionales dont les banques de développement, les banques centrales, les communautés économiques régionales.

Les participants ont tous (ou presque) eu à prendre la parole pour discuter de la proposition du président de la République du Sénégal, président en exercice de l'Union Africaine qui consiste à ce que « l'Union Africaine fasse partie du G20 ».

Le constat est que l'architecture financière mondiale exclut l'Afrique. Pourtant plusieurs de ses décisions s'appliquent au

continent. Lequel n'a généralement pas son mot car non représenté. Là où l'Union Européenne, elle, est statutairement membre.
Pour Macky Sall, des évolutions énormes telles que le relèvement des Droits de tirage spéciaux du Fonds monétaire international, la réforme de l'organisation mondiale du commerce, la pandémie de la Covid 19, la guerre en Ukraine ont clairement démontré que l'Afrique doit faire porter sa voix par autrui pourtant elle est un acteur de la vie de la planète et du monde. Les priorités, les volontés de l'Afrique doivent être portées par elle-même et dans un confort de membre statutaire dans les instances de décision du monde.

Légitimité

Ce message, la secrétaire générale de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), Rebeca Grynspan, l'a reprise à son compte. De son avis, « l'Union Africaine doit avoir un siège permanent au G20 parce que nous avons besoin de la voix de l'Afrique alors que le monde fait face aux crises en cours telles COVID19 et la guerre Ukraine-Russie ».
Elle a fait ce message en tant qu'invitée spéciale de l'ouverture des travaux des ministres à Dakar en présence de Macky Sall.
L'Afrique doit désormais convertir son idée de projet en acte de candidature porté de manière consensuelle par le continent tout entier au travers de l'Union Africaine.

Crise alimentaire

1,5 milliard de dollars de la BAD pour la résilience de l'Afrique

L'initiative de l'institution panafricaine de financement du développement bénéficiera à 20 millions d'agriculteurs africains, qui recevront des semences certifiées et des technologies pour produire rapidement 38 millions de tonnes de denrées alimentaires.

Le Conseil d'administration du Groupe de la Banque africaine de développement a approuvé vendredi, à Abidjan, une facilité de 1,5 milliard de dollars pour aider les pays africains à prévenir une crise alimentaire imminente.
Avec la perturbation des approvisionnements alimentaires résultant de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, l'Afrique est désormais confrontée à une pénurie d'au moins 30 millions de tonnes de denrées alimentaires, en particulier de blé, de maïs et de soja importés de ces deux pays.
Les agriculteurs africains ont un besoin urgent de semences et d'intrants de haute qualité avant le début de la saison agricole en mai, afin d'accroître immédiatement les approvisionnements alimentaires. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence de 1,5 milliard de dollars de la Banque africaine de développement est une initiative globale sans précédent, visant à aider les petits exploitants agricoles à combler le déficit alimentaire.
La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira des semences certifiées à 20 millions de petits exploitants agricoles africains. Elle élargira l'accès aux engrais et leur permettra de produire rapidement 38 millions de tonnes de denrées alimentaires. Cela représente une augmentation de 12 milliards de dollars de la production alimentaire en seulement deux ans.
Dr Akinwumi Adesina, président du Groupe de la Banque africaine de développement, a déclaré : « L'aide alimentaire ne peut pas nourrir l'Afrique. L'Afrique n'a pas besoin de demander l'aumône. L'Afrique a besoin de semences agricoles et de moissonneuses

mécaniques pour récolter les denrées alimentaires produites en abondance localement. L'Afrique se nourrira par elle-même avec fierté, car il n'y a aucune dignité à mendier de la nourriture... »

Pour le lancement de la Facilité africaine de production alimentaire d'urgence, des consultations ont été tenues avec les parties prenantes, notamment avec les producteurs d'engrais et séparément avec les ministres africains de l'Agriculture et des Finances plus tôt ce mois-ci.

Les ministres sont convenus de mettre en œuvre des réformes pour s'attaquer aux obstacles systémiques qui empêchent les marchés d'intrants modernes de fonctionner efficacement.

Le prix du blé a grimpé de plus de 45 % en Afrique depuis le début de la guerre en Ukraine. Les prix des engrais ont augmenté de 300 %, et le continent est confronté à une pénurie d'engrais de 2 millions de tonnes. De nombreux pays africains ont déjà enregistré une hausse des prix du pain et d'autres produits alimentaires. Si ce déficit n'est pas comblé, la production alimentaire en Afrique chutera d'au moins 20 % et le continent pourrait perdre plus de 11 milliards de dollars en valeur de production alimentaire.

La stratégie dotée de 1,5 milliard de dollars de la Banque africaine de développement permettra de produire 11 millions de tonnes de blé, 18 millions de tonnes de maïs, 6 millions de tonnes de riz et 2,5 millions de tonnes de soja.

La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira à 20 millions d'agriculteurs des semences certifiées, des engrais et des services de vulgarisation. Elle soutiendra également la croissance du marché et la gestion post-récolte.

La Banque africaine de développement fournira des engrais aux petits exploitants agricoles de toute l'Afrique au cours des quatre prochaines campagnes agricoles, en usant de son influence auprès des grands fabricants d'engrais, de garanties de prêt et d'autres instruments financiers.

La facilité créera également une plateforme pour plaider en faveur de réformes politiques essentielles afin de résoudre les problèmes structurels qui empêchent les agriculteurs de recevoir des intrants modernes. Cela inclut le renforcement des institutions nationales chargées de superviser les marchés des intrants.

La facilité dispose d'une structure de collaboration avec les partenaires multilatéraux au développement. Cela permettra un alignement et une mise en œuvre rapides, une portée accrue et un réel impact. Elle augmentera la préparation et la réactivité techniques. En outre, elle comprend des mesures à court, moyen et long terme pour répondre à la fois à l'urgence de la crise alimentaire et à la durabilité et à la résilience à long terme des systèmes alimentaires africains.

La stratégie permettra de produire 11 millions de tonnes de blé, 18 millions de tonnes de maïs, 6 millions de tonnes de riz et 2,5 millions de tonnes de soja. La Facilité africaine de production alimentaire d'urgence fournira à 20 millions d'agriculteurs des semences certifiées, des engrais et des services de vulgarisation.

SALON INTERNATIONAL DE L'ALIMENTATION ET DE L'EMBALLAGE

A la rencontre des exposants

DU 12 AU 14 MAI 2022, DAKAR A ACCUEILLI UNE IMPORTANTE EXPOSITION AU CENTRE D'EXPOSITION DE DIAMNADIO. DES SPÉCIALISTES DE L'EMBALLAGE, DES PRODUITS DE BEAUTÉ ET DES BIENS DE CONSOMMATION Y ÉTAIENT PRÉSENTS EN TANT QU'EXPOSANTS. NOUS AVONS RENCONTRÉ QUELQUES-UNS QUI EXPLIQUENT CE QU'ILS PROPOSENT AUX MARCHÉS ET CLIENTS AFRICAINS.

MLY HICHAM ALAOUI, DIRECTEUR DE LA PERFORMANCE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE MAREMBAL GROUPE

« Nous ne voulons pas uniquement proposer des emballages « basiques », nous voulons apporter de la valeur ajoutée »

Qu'est-ce qui justifie votre présence à Dakar en ce moment ?

Nous sommes venus au Salon International de l'emballage au Sénégal à Dakar pour participer à cet évènement qui a commencé le 12 mai et qui finit le 14 mai. Nous sommes présents en tant qu'acteur principal de l'emballage au niveau de l'Afrique. Nous sommes dans ce métier depuis 60 ans.

Notre fondateur Moulay Driss Alaoui a fondé cette entreprise à Tanger en 1962. Par la suite, notre président Directeur Général qui est le fils du fondateur a su la développer pour diversifier notre gamme de produits.

Justement quels sont les produits que Marembal propose aux marchés marocain et africain ?

Grâce à notre politique de diversification, nous proposons une très large gamme d'emballages, qui va de la très petite contenance 100 grammes à la très grande 2 tonnes en passant par la moyenne et la grande contenance, à savoir 5, 10, 20, 25, 50,100 kilos. Cela en emballage papier mais aussi en emballage polypropylène tissé et en plastique.

Notre forte diversification nous permet d'être l'acteur le plus diversifié du continent africain en termes d'emballage. L'emballage a un grand rôle à jouer dans le développement de notre continent

aujourd'hui. Que ça soit dans le développement de nos marques dans l'agro-alimentaire (farine, sucre) ou encore dans nos marques de ciment et d'engrais.

Qui utilise vos produits ?

L'emballage est le premier vecteur de communication avec le consommateur. A cet effet tout le monde utilise l'emballage. Car il a pour rôle de protéger le produit, de faciliter sa logistique et de le conserver. Mais aussi de faire sa promotion. Ceux qui utilisent nos produits sont dans la minoterie, dans l'agroalimentaire, les entreprises de café, le secteur du BTP à savoir les cimenteries, le secteur minier pour lequel nous avons su développer des emballages adaptés et innovants. Le secteur du fast-food que nous souhaitons renforcer dans le futur, les pâtisseries boulangeries, les pharmacies etc…

Quel est votre position sur l'échiquier marocain et africain avec tous ces secteurs d'activité que vous couvrez ?

Nous sommes en Afrique l'entreprise la plus diversifiée qui propose la plus large gamme d'emballages, c'est notre force. La seconde, c'est la qualité que nous proposons. Nous avons su mettre la barre haut sur la qualité de l'impression.

Sur le sac ciment papier, c'est quoi notre signature ? C'est un taux de casse très bas. C'est un indicateur important chez les cimentiers car il a un impact direct

sur le rendement et la productivité de la cimenterie. Marembal a su ainsi grâce à son expertise à apporter de la valeur ajoutée à ses partenaires. Telle est notre vision d'un partenariat. Apporter de la valeur dans l'ensemble des marchés que l'on pénètre.

En termes de chiffres d'affaires, que pèse Marembal ?

Un chiffre d'affaires est un indicateur, mais il n'y a pas que ça. Nous sommes une entreprise qui a des valeurs, qui a un vécu, de l'histoire. Aujourd'hui nous sommes sur un chiffre d'affaires, qui avoisine les 40 millions d'Euros. Bien évidemment, nous voulons développer notre chiffre d'affaires à l'export, d'où notre présence à Dakar.

Nous voulons nous positionner comme force de propositions dans les marchés que nous pénétrons. Nous ne voulons pas uniquement proposer des emballages « basiques », nous voulons apporter de la valeur ajoutée et aider les acteurs locaux dans notre continent à vendre plus et mieux.

Pour finir, pouvez-vous nous en dire un peu plus sur la façon dont votre entreprise a pu se maintenir durant 60 ans sur ce segment commercial ?

Cette question nous permet de rendre hommage à notre fondateur et à tous celles et ceux qui ont œuvré pour la pérennisation générationnelle de l'entreprise. Je suis le petit-fils du fondateur et je mesure l'importance que l'on donne à la génération, à la transmission et à la continuité que l'on donne à l'entreprise.

Pour parler du fondateur, il a commencé l'industrie et l'entreprenariat en 1949, au moment où le Maroc était sous protectorat. Il s'est démarqué par son sérieux, sa rigueur, sa discipline et son amour pour son pays et son continent, et surtout pour ce métier qui est le nôtre depuis.

Par la suite, il a su transmettre cette passion à son fils qui est notre PDG, qui lui-même a eu la force et l'intelligence de renforcer ce groupe car ce n'était pas facile. Si nous sommes forts aujourd'hui, c'est grâce à notre PDG. Il a su nous transmettre à son tour cette culture du travail.

Nous ne sommes pas justes des fils et petits-fils du fondateur, nous sommes des hommes qui avons fait nos preuves ailleurs et qui venons pour aider notre entreprise, pays et continent pour poursuivre cette continuité. Nous rendons hommage aussi à tous les femmes et hommes, employés, partenaires clients et fournisseurs qui pérennisent l'art de l'emballage depuis quatre générations, notre slogan.

Pour L' Emballage
BCH
INTERNATIONAL EXHIBITION FOR BEAUTY, COSMETIC AND HYGIENE
2022
CCIAD
CHAMBRE DE COMMERCE D'INDUSTRIE ET D'AGRI
DE DAKAR
by
HUGE AIMS, GREAT EXHIBITIONS

MOUHAMED LAMINE SECK, DIRECTEUR DES SYSTÈMES D'INFORMATION DE SOFNORTECH

« Nous intervenons dans tout ce qui est intégration de service numérique, dans l'informatique et dans les télécommunications »

Qui représentez-vous à ce salon ?

Nous sommes à ce salon en tant que société sénégalaise, une société qui est sur le terrain de l'innovation depuis une dizaine d'années. Nous sommes une société qui évolue dans les technologies numériques. Nous sommes une jeune société créée par de jeunes sénégalais.

Nous intervenons dans tout ce qui est intégration de service numérique, dans l'informatique et dans les télécommunications.

Pour ce salon, SENFOOD, SENPACK et BHC, c'est-à-dire Beauté Hygiène et Cosmétique, il nous a été demandé de participer à ce Salon pour être en quelque sorte un train d'union, une interface entre le monde alimentaire et le monde de la beauté et celui du packaging.

Quels sont concrètement les solutions que votre en entreprise apporte sur le marché ?

Concrètement, nous avons quatre solutions comme vous le voyez dans nos stands. Mais notre application phare que nous voulons vulgariser dans ce salon, est le développement d'applications mobiles et d'applications Web.

On veut vraiment digitaliser. Aussi, proposons-nous dans ce salon et aux visiteurs une solution digitale. Nous avons lancé un produit avec 4 packs. Un pack d'entrée de gamme, un pack simple, un pack intermédiaire et un pack professionnel. La solution permettra sans doute, d'avoir une meilleure valeur ajoutée.

Je m'explique : par exemple si vous vendez un produit au Sénégal avec 100000 par mois, avec la digitalisation, vous captez un maximum de clients. Avec les applications mobiles, les clients peuvent commander rapidement avec leurs smartphones et vous vendez directement.

La cible est donc atteinte et les ventes sont augmentées. Naturellement le chiffre d'affaires va augmenter.

Ceci dit, pouvez-vous évoquer les trois autres composantes de la solution que vous proposez ?

A part la digitalisation, nous faisons tout ce qui tourne autour du VOIP, tout ce qui tourne autour des réseaux télécoms et informatiques, c'est-à-dire tout ce qui est intégration de système informatique et Télécoms. C'est la seconde solution.

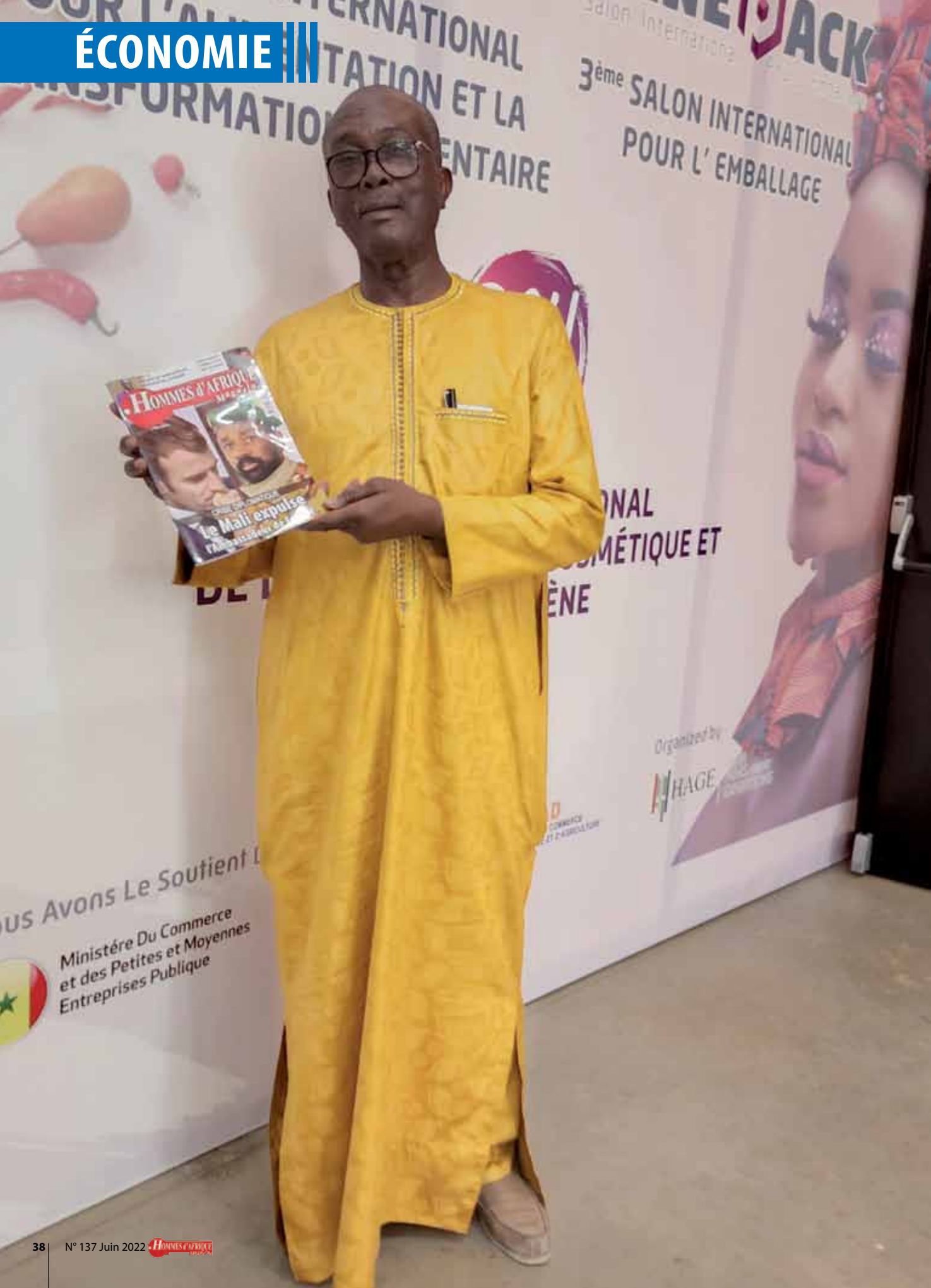
La troisième solution tourne autour des Centres d'Appel appelés généralement Call Center. Ils ont besoin d'applications et forcément d'équipements. C'est notre troisième solution que nous offrons.

La quatrième solution permet de gérer tout ce qui a trait au système de trafic intelligent. Avec les embouteillages et la densité urbaine, on offre des possibilités pour avoir des caméras de surveillance sur les grands axes, des panneaux de contrôle et des systèmes d'alarme, qui permettent de les prévoir.

Qu'est-ce que vous attendez finalement de ce Salon qui se tient à Dakar et que conseillez-vous aux populations sénégalaises pour mieux être imprégner de vos services ?

Ce que nous attendons, comme tout exposant, c'est d'avoir le maximum de potentiels clients. Nous avons bien préparé nos équipes à cet effet. Nous souhaitons aussi que les visiteurs s'intéressent aux solutions que nous venons de détailler.

Enfin, je conseille aux Sénégalais et aux Africains qui viennent nous visiter d'acheter le journal Hommes d'Afrique Magazine qui véhiculent les explications que nous donnons sur nos solutions. Il faut aller vers ce journal pour être au fait de ce qui se passe dans les grandes rencontres.


3ème SALON INTERNATIONAL
POUR L' EMBALLAGE
Ministére Du Commerce
et des Petites et Moyennes
Entreprises Publique

MAMADOU YAYA WANE, DIRECTEUR DE L'ENTREPRISE MYWA

«Ce qui m'intéresse ici, c'est la problématique de l'emballage et la transformation des fruits et légumes»

Comment êtes-vous devenu un importateur de poisson salé séché alors que rien ne vous y prédisposait ?

J'ai été professeur, avant d'être dans le commandement pour enfin prendre ma retraite après. Quand j'ai pris ma retraite, je me suis posé une question existentielle : prendre mon chapelet marcher et m'asseoir sous l'arbre à palabre ou faire autre chose. Je me suis rendu compte qu'il y a une autre vie après la retraite.

C'est ainsi que j'ai créé ma société MYWA dont le but initial était de former les Secrétaires, les membres de la Chefferie traditionnelle. Après, j'ai changé la raison d'être de mon entreprise pour faire ce que je fais aujourd'hui.

J'ai évolué un temps dans le BTP avant de rencontrer une dame nommée Elise Dounga qui m'a fait aimer le commerce du poisson. Elle m'a pour ainsi dire reconverti vers cette activité commerciale. Depuis deux ans, je travaille dans le poisson.

Quel est votre intérêt alors pour cette rencontre au centre d'exposition de Dakar ?

Ce qui m'intéresse ici, c'est la problématique de l'emballage et la transformation des fruits et légumes. Parce que dans le secteur où j'habite il y a de nombreuses femmes qui y sont et qui pourraient être attirées. Je veux donc les former afin qu'elles maitrisent les rouages de la transformation des fruits et légumes.

Je veux aider ces femmes et en faire des femmes de développement. Pour cela, je veux m'approcher des spécialistes qui sont à l'exposition et voir comment nous pourrons collaborer à cet effet.

Guerre en Ukraine

25 pays africains en situation d'insécurité alimentaire

C'est l'alerte que lance le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur l'impact de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement

Le rapport de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) sur l'impact de la guerre en Ukraine sur le commerce et le développement publié le 16 mars 2022 est un tableau sombre pour le continent africain. Il sonne le tocsin.

« La hausse des prix des denrées alimentaires et du carburant résultant de la guerre accélère déjà l'inflation dans de nombreux pays », alerte la Cnuced

dans ce rapport. Selon cet organe des Nations Unies pour le commerce et le développement, les conséquences économiques de la guerre toucheront les populations les plus pauvres. Et « les pays dépendants des importations de carburant et de denrées alimentaires verront se détériorer leur balance des paiements et augmenter la pression sur les couches vulnérables.

Dans ce rapport, il ressort que 4 des 8 pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) sur les 25 pays africains concernés par l'importation de blé connaissent une flambée des prix sur les denrées alimentaires. C'est ainsi que le Bénin, le Togo, le Burkina Faso et le Sénégal qui dépendent de l'importation du blé russe et ukrainien connaissent l'inflation sur les produits alimentaires de premiers plans comme les pains.

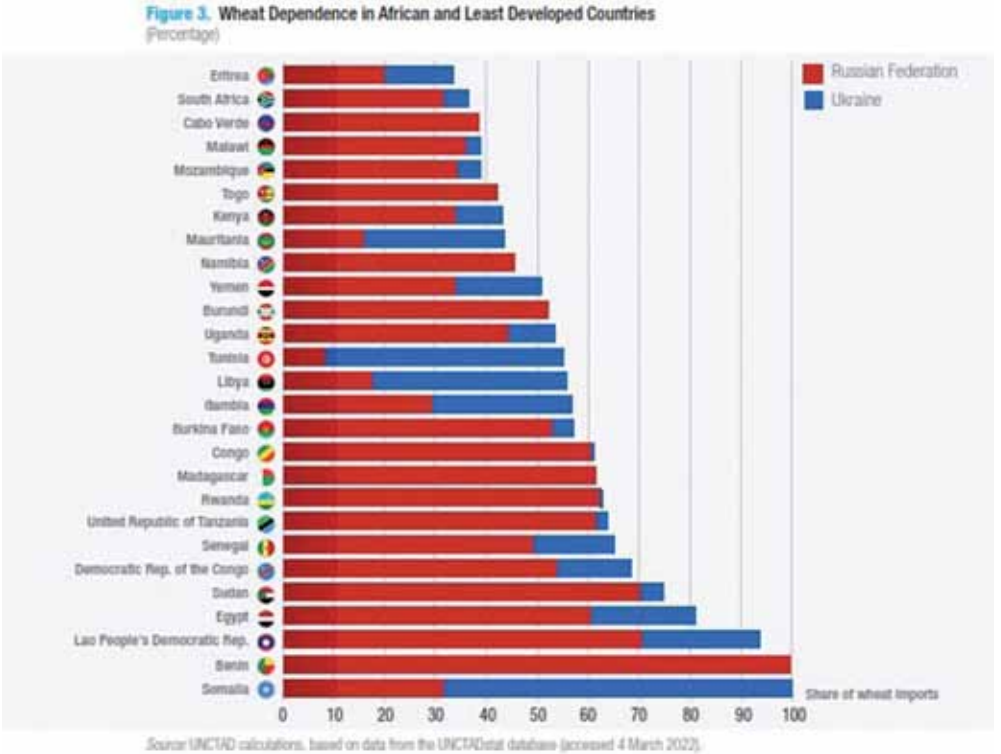
En 2018-2020, l'Afrique a importé pour 3,7 milliards de dollars de blé (32% du total des importations africaines de blé) en provenance de la Fédération de Russie et d'un autre 1,4 milliard de dollars de l'Ukraine (12 % des importations totales de blé africaines)

La Russie et l'Ukraine producteurs de blé ont été à l'origine de plus d'un quart des exportations mondiales au cours de la campagne de commercialisation 2020-2021.

Le cours du blé a explosé depuis le début du conflit + 30% à la date du 15 mars et cela pèse particulièrement sur les pays du Nord de l'Afrique très dépendants des importations russe et ukrainienne.

« En 2018-2020, l'Afrique a importé pour 3,7 milliards de dollars de blé (32 % du total des importations africaines de blé) en provenance de la Fédération de Russie et d'un autre 1 ,4 milliard de dollars de l'Ukraine (12 % des importations totales de blé africain) », précise la Cnuced.

En raison du conflit, du blocus de la marine russe et du retrait de nombreuses compagnies maritimes de la mer Noire, l'approvisionnement en céréales est très perturbé.



PROFESSEUR SIMON MPONDO

(1941 - 1979)

Dans la nuit du jeudi 7 au vendredi 8 juin 1979, l'on a assassiné le Professeur Simon Mpondo. Un massacre. Quatre morts. L'un des plus grands Africains du 20e siècle et sa famille furent éliminés. Du sordide.

Le Professeur Simon Mpondo était un noble fils de Douala. De son père Nicolas, il tenait la droiture morale et sens de la liberté.

Des individus se sont introduits de nuit dans le domicile du Professeur Mpondo à Bonabéri, en bordure du fleuve Wouri dont il parle dans l'un de ses poèmes. Bonabéri est une banlieue de Douala, capitale économique du Cameroun. Ahmadou Ahidjo était le président de ce pays depuis 19 ans, depuis l'indépendance. Ils ont tué l'épouse, Mme Shannon Mpondo, née Johnson, une Américaine. Ils avaient deux enfants. Ils ont directement tué leur fils, Nicolas, né en 1975. Les assassins se sont assis pour attendre le Professeur Mpondo.

Il est arrivé. En embuscade, ils l'ont surpris, se sont jetés sur lui, l'ont tué. Ils n'ont pas épargné Anthony, le second fils, né cette même année 1979. Il n'avait pas six mois. Ils ont jeté Anthony dans le tiroir d'une armoire. Il y a passé toute la nuit.

On l'a découvert le lendemain matin, ô miracle, encore vivant.

Contre l'étouffement, le confinement, le manque d'oxygène, et la touffeur de Bonabéri en juin, bébé Anthony Mpondo a trouvé la force pour se maintenir en vie. Mais il s'était trop battu contre la mort, pendant trop longtemps, dans le tiroir-cercueil où les tueurs l'avaient enfermé.

Le matin du 8 juin, quand la femme de ménage est arrivée, la scène macabre l'a sidérée. Elle a entendu du bruit dans le tiroir. Elle a vite porté le bébé qui respirait encore et s'est précipitée vers l'hôpital. Anthony a rendu l'âme avant d'y arriver.

Le Professeur Simon Mpondo avait soutenu sa thèse de doctorat en langage et littérature modernes le 23 juillet 1971 à l'Université de Washington, à Seattle dans l'Etat de Washington aux USA. Sa vie intellectuelle y était très active. Avant de terminer son doctorat, il enseignait déjà, un cours de littérature africaine. Ses étudiants et ses collègues professeurs l'appréciaient. Il y a aussi animé une émission de radio FM dénommée «African Times ».

Avant l'Université de Seattle, il avait obtenu son Bachelor à la Tufts University de Boston, puis son Master en littérature comparée à la City College de New York. Après l'Université de Washington, sur la côte Ouest des USA, il est allé dans l'Etat du New Jersey, à la côte Est où, à partir de 1973, il a continué à enseigner, cette fois la Stockton University, université publique créé quatre ans plus tôt, baptisée du nom d'un des signataires de la Déclaration d'Indépendance américaine, Richard Stockton. L'année suivante, il rentra avec son épouse au Cameroun.

Cinq ans après son retour au pays natal, on les a assassinés. Mort dans la force de l'âge, à 38 ans, il n'a pas eu le temps de rédiger les ouvrages et articles, dont il était capable et que cet éducateur dans l'âme aurait mis à la disposition de la jeunesse du Cameroun, d'Afrique, pour les édifier.

Ce Panafricaniste grand comme un basketteur américain voyait l'Afrique en grand. La liberté, la souveraineté du continent, il la voulait totale. D'ailleurs sa thèse de doctorat est une étude rigoureuse de l'élan de libération du colonialisme que dégagent dans leurs œuvres, les écrivains négro-africains des années 1960s, les années des fameuses «indépendances»: "From Independence to Freedom: A Study of the Political Thinking of Negro-African Writers in the 1960's" (De l'indépendance à la liberté : Une étude de la pensée politique des écrivains Negro-Africains dans les années 1960s).

En 1974, avec le Professeur Frank Jones, son directeur de thèse, il traduit en anglais et publie sous le titre « Hammer Blows », le recueil de poèmes « Coups de pilon », de David Mandessi Diop, paru en 1956. Aujourd'hui oublié, celui-ci était un écrivain sénégalais de grand potentiel. Surtout, comme le Professeur Simon Mpondo, il était connu pour son anticolonialiste et son panafricanisme militant. Comme le Professeur Mpondo, mais dix-neuf ans avant celui-ci, Diop meurt, à 33 ans, le 29 août 1960, dans le crash du vol Air France 343. L'avion est tombé dans l'Océan Atlantique au large de Dakar, au Sénégal.

Poète lui-même, le Professeur Simon Mpondo publia entre autres « The Season of the Rains » écrit directement en langue anglaise. Nous n'avons

Le Professeur Simon Mpondo, 3e au premier rang à partir de la gauche, sur une photo de la classe de Terminale C du Collège Libermann de Douala, année 1976-79.

trouvé aucune traduction française de ce poème. Peut-être qu'il n'en existe aucune.

Pour rendre hommage au Professeur Simon Mpondo, en ce 43e anniversaire de son décès, Hommes d'Afrique Magazine publie la version française de « The Season of the Rains ». Comme il est toujours très délicat de traduire la poésie, la version originale du poème est republiée, pour vous permettre de connaître l'œuvre exacte du poète Simon Mpondo.

Par contre, à ce jour, nous ne connaissons pas les raisons exactes du massacre qui l'a emporté lui et toute sa famille. L'on dit que, travaillant pour une compagnie pétrolière américaine, Gulf, il aurait eu connaissance de magouilles des autorités camerounaises qui ont toujours maintenu le secret sur l'extraction et les revenus des hydrocarbures de leur pays. Incorruptible, patriote, incontrôlable, le Professeur Simon Mpondo était, paraît-il prêt à informer ses concitoyens sur ce qui s'apparentait à un scandale national. Peu après sa mort, la justice camerounaise a présenté deux garçons comme les assassins. La famille Mpondo n'a pas marché. Elle avait tout de suite identifié, le commanditaire. Voyant les deux accusés, elle n'a rien dit. Ce qui voulait dire beaucoup. En particulier qu'elle ne voulait point participer à la mascarade de justice. Ces « coupables » ne méritaient-ils pas d'être libérés ? Ils furent condamnés à mort. Sans délai, on les a fusillés.

La justice camerounaise a présenté deux garçons comme les assassins. La famille Mpondo n'a pas marché. Elle avait tout de suite identifié le commanditaire.Voyant les deux accusés, elle n'a rien dit. Ce qui voulait dire beaucoup.

Six morts en tout. Le sang a coulé dans le fleuve Wouri qu'invoquait le Poète Simon Mpondo. Était-ce une prémonition pour ce fleuve mythique, connu pour les cérémonies ancestrales Ngondo du peuple Douala ? Douala est remplie d'eau, ville bénie. Une moyenne de 243 jours de pluie par an. 3 600 mm de précipitations annuelles. Certes, l'on est loin de Debundsha, autre ville camerounaise, 10 300 mm, sixième plus pluvieuse ville du monde, deuxième d'Afrique ; ou de San Atonio de Ureca, tout près, sur l'île de Bioko dans l'Océan Atlantique, en Guinée Equatoriale, première ville pluvieuse d'Afrique, 10 450 mm, cinquième au monde.

Mais les pluies de Douala restent uniques, de juillet à septembre, et surtout, en août, sept à huit jours de pluie, sans interruption. C'est la haute saison des pluies de Douala. Voici le poème du Professeur Simon Mpondo : «La Saison des pluies». Pluie de gloire pour ce Grand Humaniste que l'Afrique a perdu, qu'ils nous ont arraché…

La saison des pluies

La saison des pluies
Signe son nom de mille façons
Ceux qui veulent y lire des prêsages
Trouveront leurs signes
Dans la barbe fleurie du maïs
Et dans les anneaux noirs ou rouges des mille-pattes
Est-ce que le départ de l'hirondelle pour le Margui-Wandala
Annonce de nombreuses tempêtes et inondations le long du Wouri ?
L'araignée a-t-elle tissé sa toile
[Et] emmagasiné les insectes et la lumière et la chaleur du soleil
Pour vaincre une saison froide de mille jours ?
Le poulet déplumé parle-t-il de moments difficiles ou faciles ?

Que dit le mille-pattes noir ?
Que dit le mille-pattes rouge ?
Ils disent ce que disent les prêsages
Oui ou non ou même peut-être
Ce sont les signes
Mais ils racontent surtout ce qui s'est passé pendant la saison sèche
Et pas ce que les pluies apporteront
Beaucoup de travail dans les jours secs
Se traduit comme le maïs sur du mouillé
Et dans la nourriture pour la couleur du mille-pattes
Et la grandeur de ses anneaux
Que le sorcier mesure dans sa hutte secrète
Ne doivent rien à la saison
Ces couleurs varieront toujours
Certains anneaux seront toujours grands
Et certains étroits

Que chacun en fasse ce qu'il veut
Les signes de la saison des pluies
Disent exactement ce que tout le monde veut entendre
Il y aura sûrement beaucoup d'eau
Beaucoup de marécages et de boue
C'est le message que nous lisons dans les panneaux
De la saison des pluies.

Simon Mpondo

The Season of the Rains

The season of the rains
Signs its name in a thousand fashions
Those who want to read omens there
Will find their signs
In the flowering beard of the maize
And in the black or red rings of millipedes
Does the swallow's departure for the Margui-Wandala
Announce many storms and floods along the Wouri?
Has the spider woven its web
Stored up insects and light and the sun's warmth
To vanquish a cold season of a thousand days?
Does the plucked chicken speak of hard or easy times?

What says the black millipede?
What says the red millipede?
They say what the omens say
Yes or no or even perhaps
These are the signs
But they tell mainly what happened in the dry season
And not what the rains will bring forth
Plenty of labour in the dry days
Translates itself as maize in the wet
And in the food for millipede's colour
And the largeness of its rings
Which the sorcerer measures in his secret hut
Owe nothing to the season
Those colours will always vary
Some rings will always be large
And some narrow

Let each person make of it what he will
The signs of the rainy season
Say exactly what everyone wants to hear
Surely there will be plenty of water
Plenty of swamps and mud
That's the message we read in the signs
Of the season of rains.

Simon Mpondo

Guerre Russie-Ukraine

Macky Sall va déployer la solution africaine

Il va se rendre très prochainement en Russie et en Ukraine au nom de l'Union Africaine pour tenter de faire appliquer la seule solution au conflit sur lequel l'Afrique à s'accorder : la désescalade.

Loin du ballet diplomatique occidental, de l'actuelle et très médiatisée option va-t'en guerre, l'Union Africaine portée par son principal représentant va tenter de faire cesser les hostilités en Ukraine. Lors de la conférence de presse conjointe avec le chancelier allemand Olaf Scholz, Macky Sall annonce se rendre en Ukraine et Russie prochainement.
En entendant les termes de discussion qui seront abordés, l'option permet de stopper la dynamique qui consiste à éventrer le continent. La voix de l'Afrique ne pourrait être entendue si les pays se divisent au gré de leurs intérêts. La Russie convertit ses alliés et partenaires à sa cause. L'Ukraine bénéficie de l'entregent de ses protecteurs occidentaux pour garder le soutien de certains Etats africains acquis à la cause de ces pays occidentaux. En ne décidant pas, l'Afrique contribue à l'enlisement du conflit. Pire, elle reste le continent sans ton face aux défis globaux, se contentant de subir les répercussions. Car encore une fois, la guerre Russie – Ukraine menace l'Afrique d'une crise alimentaire certaine que la crise économique substituera tout de suite après. Les espaces budgétaires, les pouvoirs d'achats ne vont pas tenir.

Que faire ?

Il faut éviter le ni-ni-ni. L'Afrique peut éviter de choisir entre les deux belligérants mais elle doit choisir la paix qui est le gage de stabilité mondiale. Cette guerre n'est pas celle de l'Afrique. Mais ce conflit « nous affecte », comme l'a dit Macky Sall.
« Nous voulons la paix même si nous condamnons l'invasion » a-t-il indiqué. « Nous travaillons nous pour qu'il y ait une désescalade » précise-t-il encore. L'Afrique pourrait donc préconiser un cessez-le-feu, un dialogue et « une paix juste pour l'Ukraine, pour la Russie aussi » dessine Macky Sall.
Même si la paix suppose le retrait de l'armement occident de l'OTAN en Ukraine qui menace la Russie. Alors, il faut le tenter. Mais s'il est possible de fonder une accalmie sans ce gros morceau, alors ce sera déjà une victoire.
Les Etats africain l'ont bien compris, c'est une nouvelle guerre que l'on veut imposer. Le Sénégal, aux relations fortes avec les pays occidentaux, avait surpris le 2 mars en s'abstenant lors d'un vote de l'Assemblée générale de l'ONU en faveur d'une résolution qui exigeait « que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine ». Pour cette résolution, 17 pays se sont abstenus soit 31,48%. 28 pays ont voté en faveur de la résolution soit 51,85%. 8 pays africains n'ont pas exprimé leur voix, certainement absents.

> ***Il faut éviter le ni-ni-ni. L'Afrique peut éviter de choisir entre les deux belligérants mais elle doit choisir la paix qui est le gage de stabilité mondiale. Cette guerre n'est pas celle de l'Afrique***

RDC

Gerard Mulumba élu vice-gouverneur de Kinshasa

Ancien prisonnier politique, devenu l'un des visages de l'opposition farouche à Joseph Kabila, il devient la deuxième personnalité de la province de Kinshasa.

Le député provincial élu de l'UDPS, Gerard Mulumba dit « Gecoco » a été élu, le 6 mai 2022, vice-gouverneur de la ville province de Kinshasa par les députés provinciaux une majorité écrasante de 46 sur 48 voix.

Le nouveau vice-gouverneur remplace Néron Mbungu qui a été destitué en avril 2021. L'exécutif provincial sera dorénavant conduit par Gentiny Ngobila Mbaka, gouverneur et Gérard Mulumba, Vice-gouverneur.

Le même jour, la CENI a organisé les élections des gouverneurs et vice-gouverneurs dans 14 autres provinces du pays.

Et, les nouveaux dirigeants de ces provinces sont déjà connus à l'issue des votes sauf à la Tshopo comme au Kongo-Central.

Dans ces deux provinces, la centrale électorale organise un second tour dans 72 heures pour départager deux candidats.

« C'est un jeu démocratique. Je crois que le plus ardent pour la plupart des députés était que nous puissions avoir un Vice-gouverneur député qui connaît les désidératas des députés et de la population. C'est pourquoi c'était très important d'avoir un tel candidat et nous savons comment l'honorable Gecoco est très actif sur le terrain. Je pense que sa venue au niveau du gouvernement provincial de Kinshasa va vraiment nous aider », a déclaré le député Léon-Junior Nembalemba.

L'élection de Gecoco a la résonance d'une quasi révolution. Le petit peuple des opprimés sous l'ère Kabila, prédécesseur de Félix Tshisekedi, semble avoir sa petite victoire. Emprisonné sous Kabila, Gerard Mulumba était devenu un symbole de la résistance.

DEUXIEME EDITION DU FORUM DES JEUNES DIPLOMATES AFRICAINS ET ASSIMILES

Placée sous le thème : « Intégration Africaine dans la paix par la diplomatie économique et numérique », la deuxième édition du Forum des Jeunes Diplomates Africains et Assimilés s'est tenue du 02 au 07 Mai 2022 à Kinshasa en format hybride sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO, Président de la République de la RDC, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'États de la CEEAC, représenté par Son Conseiller Spécial le Professeur Dieudonné MUSIBONO EYUL'ANKI.

Cette édition a connu la participation de plus d'une centaine de Jeunes Diplomates des Ministères des Affaires Étrangères des pays Africains et des Jeunes étudiants ou exerçant des professions assimilées originaires des pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée Conakry, Guinée Équatoriale, Mali, Mauritanie, Maroc, Niger, RDC, Sénégal, Togo et Tunisie.

Ce Forum a été un succès aux dires de plusieurs participants.

En effet, cette conférence de renforcement de capacités des jeunes diplomates africains et assimilés, avec sa vingtaine de panels, a effectivement nourri la curiosité et occupé l'attention particulière des participants. Il a tenu toutes ses promesses. Elle a permis d'amener plusieurs jeunes africains, diplomates de carrière ou non et assimilés, professionnels des autres secteurs vitaux, étudiants et autres, à cerner les réalités actuelles du monde des relations internationales particulièrement Africaines. Elle les a également amenés à s'orienter vers une diplomatie africaine promotrice de l'intégration, du langage commun, de la diplomatie économique et numérique avec une doctrine panafricaine et la culture et la quête permanente du renforcement des capacités des Jeunes Diplomates et Assimilés ainsi que de l'intérêt commun. Au cours de la semaine, plusieurs thématiques et autres sous-thèmes ont été traités par d'éminentes personnalités politiques, diplomatiques, scientifiques et d'experts de plusieurs secteurs. Dans cette optique, le Forum a permis aux participants de se perfectionner sur les questions et orientations relatives à :

- l'état des lieux de la diplomatie et des relations internationales africaine, ses défis et perspectives ;
- la diplomatie économique avec une attention sur la nécessité de permettre aux diplomates Africains d'aider les opérateurs économiques de leur pays, puis le rôle crucial de la ZLECAF, • la diplomatie numérique précisément la Géopolitique et la Souveraineté Numérique du Continent qui à ce jour demeurent fragiles,
- la diplomatie culturelle qui doit être renforcée et revalorisée,
- la diplomatie environnementale qui subit ou semble non significative ou négligée par les autres puissances,
- la diplomatie agricole à travers la nécessité pour les Jeunes Diplomates de connaitre les réalités agricoles et plus précisément alimentaires de leur pays en vue du renforcement des acteurs et éventuels acteurs agricoles, pour une nutrition et sécurité alimentaire effective des populations en symbiose avec les Partenaires Techniques et Financiers tels la FAO, qui accompagne la Jeunesse Africaine dans ces secteurs agricole, piscicole, et autres à travers plusieurs projets
- diplomatie préventive et sécuritaire, qui devra être renforcée,

> ***La diplomatie africaine doit faire peau neuve, s'inventer en innovant***

- l'étude des réalités et spécificités du Protocole en Afrique, ainsi que son rôle dans les processus d'intégration Africaine ;
- l'étude des partenariats et partenaires stratégiques du Continent avec d'autres Continents particulièrement l'Union Européenne ;
- écouter et apprendre des riches expériences de hautes personnalités et éminents diplomates Africains ayant marqué le Continent,

Ce fut aussi l'occasion de faire un état des lieux de la diplomatie et des relations internationales africaines, de se rendre compte que la diplomatie africaine doit faire peau neuve, s'inventer en innovant. En la matière, selon les panélistes, les années 60 à 90 furent excellentes et très brillantes contrairement à ce qui se passe aujourd'hui sur le continent. Le Forum a permis aux Jeunes Diplomates Africains et Assimilés de se parler entre eux, d'échanger leurs expériences personnelles, de se donner des conseils, de prospecter de nouvelles idées et stratégies de mise en œuvre à savoir la nécessité d'un renforcement permanent des capacités et compétences des Jeunes Diplomates Africains et Assimilés, puis la valorisation et la promotion du mérite et de l'excellence, non de la médiocrité.

À ce sujet, plusieurs Panelistes n'ont pas manqué de dénoncer la mauvaise gouvernance comme il en existe aujourd'hui sur le continent « dans un esprit politicard et égoïste au lieu de l'intérêt commun ». Il ont rappelé « la nécessité de la réappropriation de
notre culture » en mettant en exergue « la nécessité de la consommation locale ou africaine », et en valorisant les artistes africains (musiciens et cinéastes) comme dans les années 60, 70, 80. Son Excellence Madame Francisca TATCHOUOP BELOBE, Ancien Ministre de l'Économie de Guinée Équatoriale et actuelle Vice-Présidente de la Commission de la CEEAC, a exhorté les Jeunes Diplomates Africains et Assimilés à l'esprit de solidarité, de créativité, d'innovation, de perfectionnement puis précisément à travailler à un suivi plus accru de la ratification

dans leur différents pays des instruments et accords internationaux signés par leur différents pays au-delà de leur rôle fédérateur qu'ils doivent jouer convenablement. De leur côté, Madame Mama Keita Directrice Régionale Afrique de l'Est et Représentante de Son Excellence Madame Vera Songwe Secrétaire Générale Adjointe des Nations Unies et Secrétaire Exécutive de la Commission Économique des Nations Unies pour l'Afrique, le Professeur Mohamed Harakat, le Dr Paul Kananura, le Dr Najib Kettani, Dr Nestor Engone Elloue, le Doctorant Colonel Amara Doumbia, Lagrange Fidèle Sinmenou Agnankpe ont insisté sur la vision de l'Union Africaine à travers l'importance de la mise en place de stratégies nouvelles impliquant vivement la jeunesse et la société civile en vue de l'effectivité de l'Intégration Africaine via l'Agenda 2063 qui retrace « l'Afrique que nous voulons ».

Le moteur principal de l'intégration économique qu'est la ZLECAF, n'a pas échappé aux discussions. Cet instrument novateur et vital qui deviendra la plus grande zone de libre- échange au monde depuis la création de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC). Ce Forum a été un moment de voyage dans les coulisses de l'ONU, dans les couloirs de l'UA mais aussi de partage pour mieux cerner la réalité et les défis du travail des diplomates accrédités auprès de ces institutions. De belles expériences et riches enseignements pour tous les participants, diplomates de carrière ou non, futurs diplomates, économistes, médecins, financiers, banquiers, acteurs de la culture, acteurs de la société civile et bien d'autres.

Toutes les interventions ont dégagé un constat : la diplomatie africaine souffre depuis bien de décennies, de fragilités liées aux ingérences extérieures et également aux ambitions personnelles de certains acteurs non négligeables. Les Africains continuent de négocier à quelques exceptions près, presque toujours en position de faiblesse. La diplomatie africaine souffre aussi du manque de synergie et d'harmonisation entre le Chef de l'Etat, le Ministre des Affaires Étrangères et les Chefs de Missions Diplomatiques et Consulaires ou Envoyés Spéciaux, puis du manque de renforcement permanent de capacité et de compétence de certains de ses acteurs non négligeables que sont les Jeunes Diplomates. Au cours de ce moment, ont été approfondis les notions et concepts de diplomatie classique (bilatérale, multilatérale), intelligente, stratégique, économique, numérique, agricole, informationnelle (médiatique), culturelle, scientifique, parlementaire, migratoire, sécuritaire, judiciaire, climatique et environnementale.

Les conférenciers ont parallèlement étudié des domaines fondamentaux dont la sécurité continentale, des opérations de paix et de maintien de paix, du protocole diplomatique, du caractère du diplomate, de l'agent du protocole, de la fonction et profession sinon du métier de diplomate, du code de conduite ou de politesse entre les Etats, d'intégration régionale, de féminisation de la diplomatie et de techniques de négociation.

Les Jeunes Diplomates et Assimilés Africains ont compris la nécessité de recourir à la solidarité entre eux ainsi qu'à leur perfectionnement permanent à travers des renforcements permanents de compétence et de capacité, la recherche et la mise à disposition d'informations viables et crédibles aux acteurs des secteurs créateurs de richesse, d'emploi et d'autosuffisance, des propositions concrètes aux décideurs et gouvernants. Enfin, rappelons que le métier de diplomate est un métier de précision et de confiance, un métier qui consiste à représenter, à protéger ses ressortissants et leurs intérêts, à négocier, à informer et à faciliter les contacts. La diplomatie est un champ d'action que les jeunes africains doivent mieux se réapproprier comme cela se doit dans un esprit visionnaire et d'intérêt général ou commun. Cela permettra de sortir des engrenages actuels, aux fins de mieux se focaliser sur les opportunités de développement pour mettre en place une diplomatie offensive après une politique intérieure objective et prospère. Tous les participants ont pour finir souhaité longue vie à ce cadre de renforcement de capacité et de compétence qui leur a permis de se perfectionner et de rencontrer de nouveaux collègues du Continent.

L'Organisateur Principal, le Laboratoire de Recherches et d'Actions Diplomatiques (LaRAD) via son Directeur Exécutif Monsieur Lagrange Fidèle Sinmenou Agnankpe a remercié Son Excellence Monsieur Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, Président de la République de la RDC, Président en exercice de la Conférence des Chefs d'États de la CEEAC, Son Excellence Monsieur Mahamadou Issoufou Ancien Président de la République du Niger, Président de la Fondation Issoufou Mahamadou (FIM), leurs Excellences Mesdames et Messieurs les Ministres des Affaires Étrangères des Pays africains qui ont bien voulu permettre à leurs cadres de prendre part à ce cadre de renforcement de capacité et de compétence, les éminents Panelistes et le Comité d'Organisation, tout en précisant que la prochaine édition se déroulera sauf cas de force majeure, en format hybride au Burkina Faso.

Le Président Uhuru Kenyatta du Kenya s'exprime au 9e Sommet Africités de Kisumu au Kenya

9E EDITION DU SOMMET AFRICITES A KISUMU AU KENYA

APPEL DES OSC AFRICAINS POUR UN ROLE ACTIF DES VILLES ET DES

Lors de la 9e édition du Sommet Africités à Kisumu au Kenya, Monsieur Jean-Pierre Elong Mbassi, le Champion de la cause des cités et gouvernements locaux africains a sonné la remobilisation du continent pour une lutte que la pandémie du covid 19 a éclipsée. Depuis deux ans, combattre cette pandémie occupe tous les esprits. Partout dans le monde, les gouvernements ont tout relayé au second plan pour se rassembler leurs forces contre un ennemi prioritaire : le covid 19.

Pendant ce ralliement planétaire contre un terrible ennemi conjoncturel tombé brusquement sur la terre, un grand ennemi structurel de l'humanité a continué de sévir : le réchauffement climatique. Se défendre contre le covid 19 a fait oublier l'urgence permanente de la lutte contre le réchauffement climatique. Covid 19 ou pas, ce réchauffement reste un danger mortel pour la vie humaine. Ses effets désastreux frappent déjà les Africains et leurs territoires, notamment les régions littorales.

Secrétaire Général du réseau Cités et Gouvernements Locaux Unis Afrique (CGLU-Afrique), M. Elong Mbassi s'est longuement exprimé lors du sommet que le réseau CGLU-Afrique et le gouvernement kenyan ont co-organisé du 17 au 21 mai à Kisumu.

Le cadre était bien choisi. Située dans le bassin du Lac Victoria, Kisumu est la troisième plus grande ville du Kenya, à la pointe ouest de ce pays d'Afrique de l'Est. Kisumu est aussi la troisième plus grande ville de ce bassin, après Kampala en Ouganda et Mwanza en Tanzanie. C'est une ville en pleine croissance démographique, 400 000 habitants aujourd'hui. Le réchauffement climatique a des conséquences négatives déjà visibles, notamment pour la pêche et sur les territoires en bordure du lac.

M. Elong Mbassi a donc raison de sonner l'alarme. Il a appelé les cités et gouvernements locaux africains à l'union dans le combat contre le réchauffement climatique et ses conséquences. Les cités et gouvernements locaux africains doivent se retrousser les manches, travailler sans relâche, en comptant avant tout sur eux-mêmes, sur leurs propres ressources. Ils devront aussi innover pour trouver des solutions compatibles avec la résilience et le développement durable.

Dans son souci de transparence et d'ouverture vers le public africain pour le bien-être duquel il se bat, le réseau CGLU-Afrique a invité au sommet de nombreuses personnalités de la société civile de toutes les régions d'Afrique.

Elles sont venues. Au sommet de Kisumu, elles ont joint leurs voix au plaidoyer du Secrétaire Général Elong Mbassi. À leur tour,

les sociétés civiles africaines demandent aux villes et aux gouvernements locaux de tout le continent de jouer un rôle actif dans l'élaboration des récits de la 27e Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en Égypte plus tard cette année.

Le Président Uhuru Kenyatta du Kenya (en chemise blanche) et le Président Moussa Faki Mahamat de la Commission de l'Union Africaine, au 9e Sommet Africités de Kisumu au Kenya.

Rassemblées au sein de l'Alliance Panafricaine pour la justice climatique (APJC), les OSC (Organisations de la Société Civile) souhaitent que les États africains exigent des pays riches qu'ils s'expliquent sur les financements climatiques promis, jamais versés. Cet argent devait servir à renforcer la résilience et la transition vers une voie de développement à faible émission de carbone dans les pays sous-développés, particulièrement en Afrique.

Dans une déclaration qu'il a publiée durant le sommet, Charles Mwangi, Directeur exécutif par intérim de l'APJC, a demandé à tous les dirigeants du réseau CGLU-Afrique, où qu'ils soient en Afrique, de se mobiliser pour exiger les 100 milliards de dollars par an que les pays développés avaient, il y a treize ans, promis de transférer aux pays sous-développés, dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique.

les sociétés civiles africaines demandent aux villes et aux gouvernements locaux de tout le continent de jouer un rôle actif dans l'élaboration des récits de la 27e Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tiendra en Égypte plus tard cette année.

Principaux pollueurs de la planète depuis plusieurs siècles, les pays aujourd'hui développés ont bâti leur prospérité en polluant continûment l'atmosphère, c'est-à-dire au détriment du reste du monde. Ils sont donc les principaux responsables du réchauffement climatique.

Pourtant c'est l'Afrique, qui, pour ainsi dire, trinque. Sa contribution à ce réchauffement varie entre 2 et 3% de l'émission mondiale du dioxyde de carbone, selon un rapport de l'ONU : « United Nations Fact Sheet on Climate Change » publié la première fois que les Parties de la Convention des Nations pour le Changement Climatique se sont réunies en Afrique Sub-Saharienne, du 6 au 17 novembre 2006.

Si la contribution africaine au réchauffement climatique est faible, les conséquences de celui-ci sur les villes et les villages africains sont les plus dramatiques : inondations et

9e Sommet Africités à Kisumu, Kenya

sécheresses de plus en plus rapprochées, littoral englouti, appauvrissement des sols, avec pour corollaire d'importantes vagues migratoires à l'intérieur de l'Afrique et vers d'autres continents. À ceux qui contestent encore la réalité du réchauffement climatique, voilà des preuves concrètes sur l'éco-système africain.

Le Lac Victoria et le Mont Kilimandjaro offrent deux autres preuves, particulièrement spectaculaires. Le premier se rétrécit. Les glaciers au sommet du second diminuent. Entre 1880 et 2016, la surface des glaciers est passée de 20 km2 à 1,7 km2. La question n'est plus « les glaciers du Kilimandjaro disparaîtront-ils ? », mais « quand disparaîtront-ils » ?

Les 5 premiers émetteurs de dioxyde de carbone (CO2) sont la Chine (28% de l'émission mondiale) ; les USA (15%), l'Inde (7%), la Fédération de Russie (5%) et le Japon (3%). Suivent, en sixième position ex aequo avec 2% : l'Allemagne, l'Iran, La Corée du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Indonésie, le Canada. Voici un tableau des principaux pays émetteurs au monde :

Source: Andriy Blokhin, « The 5 Countries That Produce the Most Carbon Dioxide (CO2)", 31 January 2022 - https://www.investopedia.com/articles/investing/092915/5-countries-produce-most-carbon-dioxide-co2.asp

De tous les habitants de la terre, les Africains souffrent le plus de la pollution et du réchauffement climatique alors qu'ils y contribuent le moins. Conscient de cette injustice, un sommet de l'ONU a voulu la réparer. Au Sommet des Nations Unies sur le Climat à Copenhague au Danemark du 7 au 18 décembre 2009, les pays développés se sont engagés à transférer annuellement 100 milliards de dollars US par an aux pays sous-développés afin que ceux en disposent pour à la fois s'adapter aux changements climatiques et limiter les prochaines hausses de température à la surface de la terre. L'Afrique devait recevoir une part non négligeable de cet argent. Elle attend toujours. Les pays développés tiendront-ils parole ?... Que promettront-ils encore à la COP27 ?

Afrique de l'ouest

Le terrorisme gagne progressivement la région

Du Mali, Burkina Faso et Niger, l'hydre djihadiste atteint le Ghana, le Togo et le Bénin.

Les groupes djihadistes qui opèrent depuis quelques années au Mali, au Niger et au Burkina Faso étendent leur présence dans d'autres pays du Golfe. Ainsi, au fil des années, l'insécurité s'est installée dans ces pays et aux frontières des pays qui leur sont limitrophes. Des attaques terroristes surviennent à la frontière de ces derniers. Notamment au Bénin, en Côte d'Ivoire et récemment au Togo où plusieurs dégâts humains et matériels ont été orchestrés par les attaques des groupes djihadistes. Depuis 2021 il y a eu une succession d'attaques enregistrées dans le nord-est du Bénin à la frontière avec le Burkina Faso. En février 2022, le Bénin a fait les frais. Après trois attaques à la bombe artisanale au Nord du pays à la frontière avec le Burkina-Faso, le bilan était déplorable. Neuf personnes dont un Français ont péri au cours de ces attaques qui laissent aussi 12 blessés. Ce sont les attaques les plus meurtrières dans le pays. Après l'attaque de Novembre 2021, le Togo a subi la première attaque terroriste meurtrière le 11 Mai 2022 où huit (8) soldats ont été tués et treize (13) autres blessés selon un communiqué officiel du gouvernement Togolais. C'est la principale manifestation observée dans ces pays du Golfe qui jusqu'en 2019 étaient loin des menaces djihadistes.

L'expansion des djihadistes, les facteurs favorisants.

La proximité de ces pays avec ces zones où les djihadistes sont implantés, à savoir l'est du Burkina Faso et dans une certaine mesure la région des Cascades et du sud-ouest du Burkina Faso est le premier atout remarquable selon les analyses de certains spécialistes en sécurité. Ainsi, la situation géographique du Bénin et du Togo par rapport au Burkina- Faso avec l'existence de parcs frontaliers sont des facteurs ayant contribué à l'expansion des djihadistes.

Par ailleurs, le facteur de la porosité des frontières a aussi joué un rôle. Il est à noter que l'existence de certaines activités illicites transfrontalières contribue notamment à l'est du Burkina Faso à une implantation des groupes djihadistes dans cette zone et leur expansion aux pays voisins en l'occurrence le Bénin et le Niger.

Des mesures préventives contre l'expansion

Face à la menace de l'extrémisme qui s'exporte du Sahel vers le Golfe de Guinée, des mesures de prévention ont été prises par les décideurs de certains pays. Au Bénin, l'Agence béninoise de gestion intégrée des frontières, l'ADGIF, a mené une action qui vise à réduire certaines vulnérabilités de nature socio-économique. Il s'agit de développer les infrastructures de base, l'eau, la santé, les écoles, les infrastructures pour les forces de défense et de sécurité.

Au Togo, il y a depuis quelques années la mise en place d'un Comité interministériel de lutte et de prévention contre l'extrémisme violent. C'est une décision du gouvernement pour mener des actions de prévention et de sensibilisation notamment dans les zones frontalières affectées à travers des comités régionaux et locaux. Il faut aussi citer le renforcement du dispositif sécuritaire dans les zones frontalières des pays concernés comme le plan préventif mais aussi en matière de lutte contre l'expansion les groupes djihadistes.

D'autres initiatives préventives doivent être encouragées et soutenues par les dirigeants afin de mieux cerner la problématique de la lutte contre le phénomène de l'extrémisme. C'est le cas de la décision récemment annoncée par les autorités ivoiriennes de mettre en place un projet d'emploi pour les jeunes pour un montant de 8 milliards de francs CFA sur 5 ans. Cela peut contribuer à limiter cette expansion djihadistes ou leur couper l'herbe sous le pied en apportant des réponses à certains besoins des jeunes qui constituent la cheville ouvrière des groupes djihadistes.

Pêche Illicite

Les journalistes africains outillés pour une aquaculture durable

Les journalistes et communicateurs, membres de l'Observatoire des Médias pour une Pêche Durable en Afrique (OMPDA), ont participé, du 5 au 7 mai dernier, à Agadir (Maroc), à un atelier régional de renforcement des capacités sur la gestion durable des ressources halieutiques.

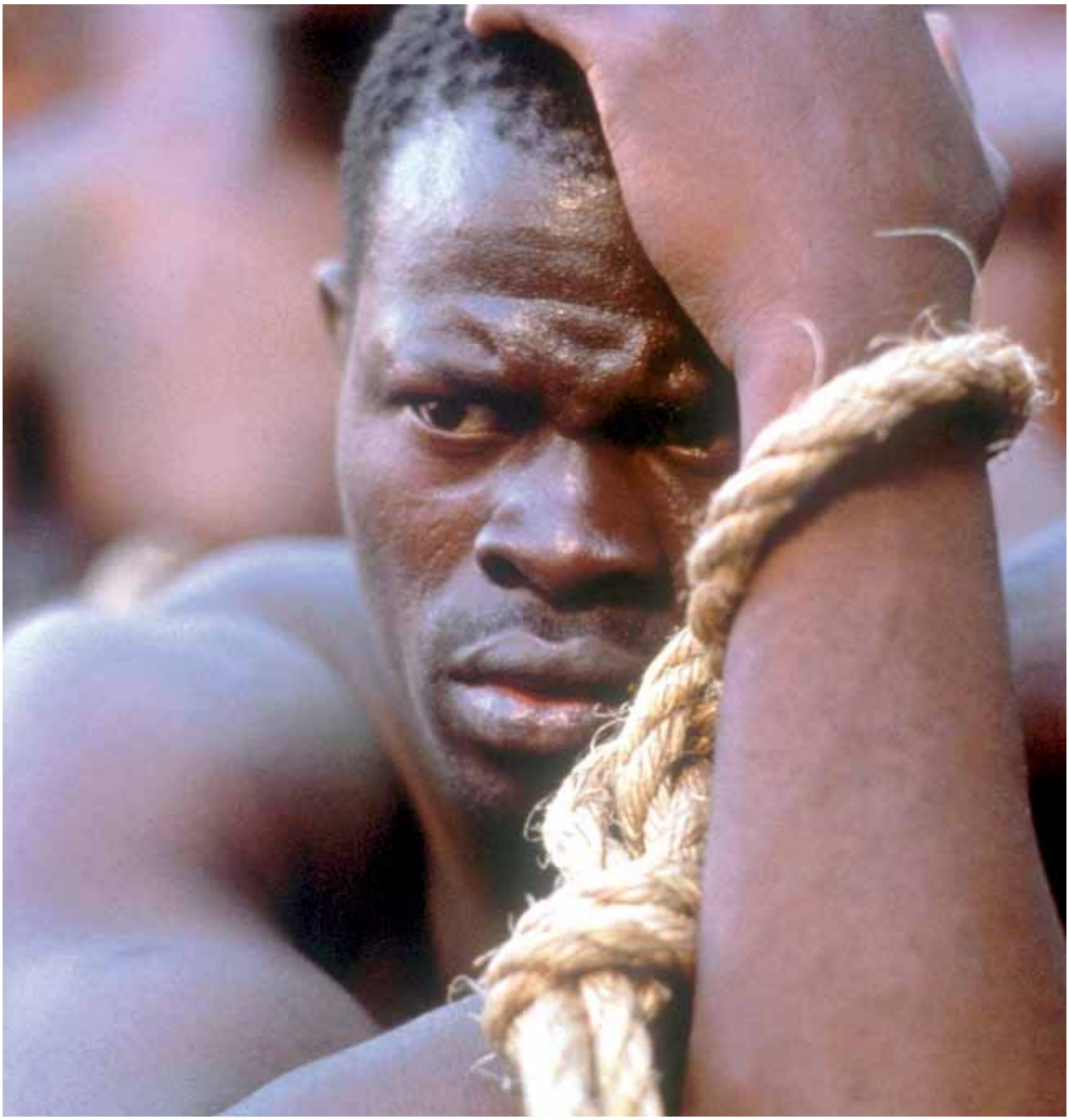
L'atelier est organisé avec le concours de la Conférence Ministérielle sur la Coopération Halieutique entre les États Africains Riverains de l'Océan Atlantique (COMHAFAT) qui veut faire des médias un allier dans la lutte contre la pêche illicite. Trois jours durant, les professionnels des médias et des communicateurs spécialistes du secteur de la pêche se sont planchés sous le thème : « les Médias au service du développement durable des Pêches et de l'Aquaculture ». Ce thème coïncide avec la célébration de l'année 2022, décrétée par les Nations Unies, Année internationale de la pêche et de l'aquaculture artisanales (AIPAA 2022).

Cet atelier a été l'occasion de rappeler l'importance de la pêche et de l'aqua-

culture pour l'Afrique en général et pour la région COMHAFAT en particulier tout en mettant en exergue les principaux enjeux et défis à relever pour que le secteur contribue effectivement à la réalisation des objectifs de développement durable et à la prospérité de l'Afrique. Cet atelier constitue l'opportunité idoine pour capitaliser les acquis issus de cet atelier. Ils se rapportent à la création d'une coalition devant agir dans les différents aspects de la gestion durable de la pêche, notamment, la lutte contre la pêche INN, le développement durable de la pêche artisanale et de l'aquaculture, la coopération régionale, l'amélioration des conditions de travail, des marins pêcheurs et des femmes opérant dans la pêche, le renforcement de la « voix de l'Afrique dans les instances internationales de décision sur la pêche (CBI, ICCAT, CITES, FAO/COFI...)

Au terme de cette rencontre, les participants et notamment les hommes de médias ont formulé des recommandations. Celles-ci soulignent l'urgence d'un engagement pour promouvoir et appuyer la mise en place des stratégies de « Communication pour le développement durable de la pêche » aux niveaux régional et national ; assurer une plus large couverture des questions relatives au secteur de la pêche, en particulier celles portant sur les menaces à la pêche durable, à savoir la surexploitation des ressources halieutiques et la pêche illicite non déclarée et non réglementée (INN) ; aider à la rédaction, à la mise en forme et à la diffusion des supports de communication, dont les publications, expositions, documents visuels, etc ; faciliter les contacts avec les médias nationaux, sous-régionaux et internationaux pour une meilleure visibilité des activités de la COMHAFAT ; favoriser l'échange régulier du traitement médiatique des thématiques de pêche dans les pays de la zone COMHAFAT ; développer des approches concrètes de promotion de la pêche et de l'aquaculture artisanales, avec une implication dans la célébration de l'AIPAA 2022 ; produire chaque mois une contribution sur un sujet spécifique lié au développement durable de la pêche et l'aquaculture ; développer davantage les compétences des journalistes et communicateurs et sur les aspects de développement durable de la pêche et de l'aquaculture approfondir leurs connaissances sur les aspects émergents de la gestion durable de la pêche l'environnement, tel l'impact du changement climatique sur la pêche maritime ; accompagner la COMHAFAT pour développer une stratégie de communication sur sa stratégie et ses actions et toute initiative susceptible de faire avancer la cause de la pêche durable et d'aquaculture.

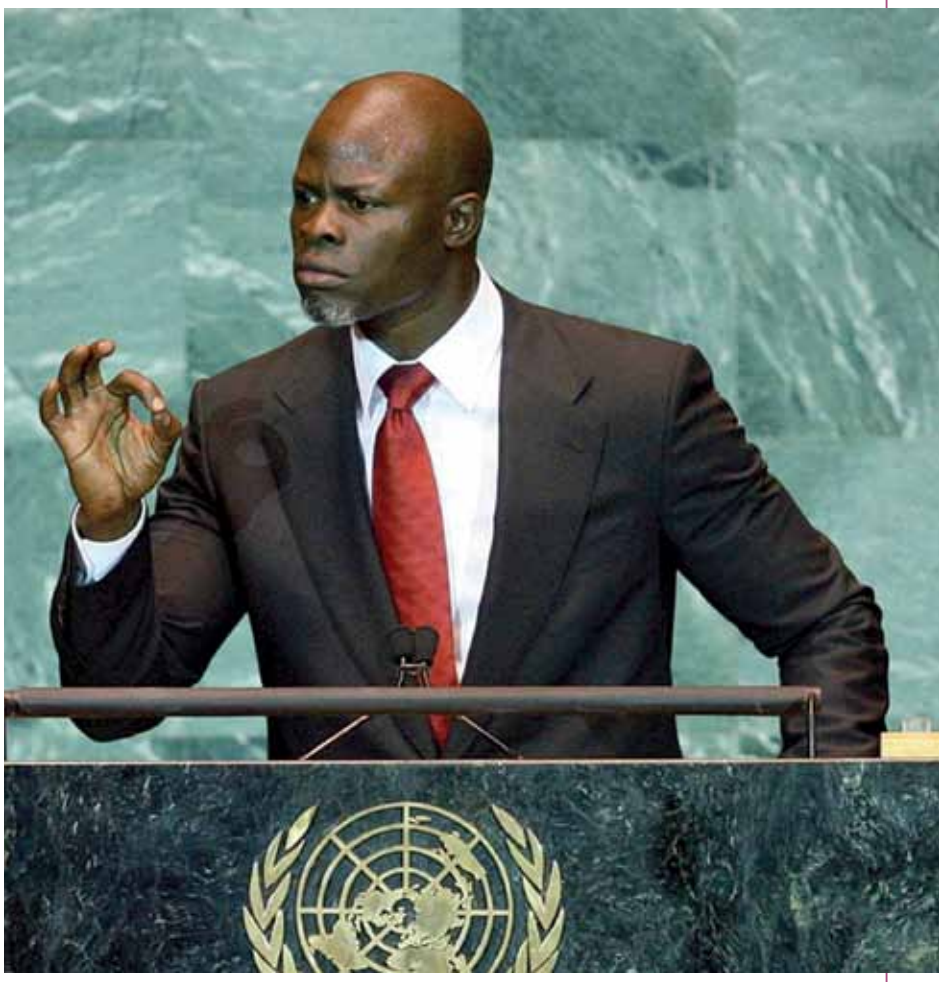
> ***Accompagner la COMHAFAT pour développer une stratégie de communication sur sa stratégie et ses actions et toute initiative susceptible de faire avancer la cause de la pêche durable et d'aquaculture***



L'Afrique à Hollywood

Djimon Hounsou : de la rue à la renommée cinématographique

Le Béninois est une référence de l'industrie cinématographique mondial. Son palmarès et son poids en font une fierté du continent africain. Retour sur son parcours.



Né à Cotonou au Bénin en 1964, Djimon Hounsou est un acteur américain. À l'âge de treize ans déjà, Djimon Hounsou nourrit le rêve de devenir mannequin. Ainsi, il quitte son pays d'origine et débarque en France à Paris en 1987 où il va résider à Lyon. En situation précaire, après neuf années de galère, il fait la rencontre du célèbre styliste Thierry Mugler qui décide de faire de lui son mannequin vedette. Par bonheur, il est ainsi récupéré dans la rue pour la maison Thierry Mugler. En dehors des défilés, il participe à plusieurs vidéoclips pour Madonna, Whitney Houston ou encore Paula Abdul.

Après plusieurs shootings, il souhaite embrasser la carrière de la cinématographie. Ses ambitions de jouer le rôle d'acteur dans les films devenant grandes l'ont poussé à changer de pays. Il déménage alors à Los Angeles en 1990. C'est le début de sa carrière au cinéma. Djimon Hounsou tourne dans quelques épisodes de séries TV notamment Beverly Hills, Alias.

C'est dans le film de science-fiction Stargate de Roland Emmerich qui, avec le rôle d'Horus, la porte des étoiles, lui permet de se faire repérer par les professionnels en 1994, l'année où Djimon Hounsou joue son premier rôle majeur au cinéma. Il apparaît ainsi au générique de plusieurs épisodes de la série médicale du moment, Urgences, incarnant un réfugié nigérien.

Alors, tout s'accélère pour le jeune cinéaste africain en Hollywood en 1997 grâce à Amistad, de Steven Spielberg qui le révèle alors au grand public en lui donnant le rôle du leader de la révolte des esclaves dans son Amistad. Son interprétation lui vaut à 33 ans une nomination au Golden Globes du Meilleur Acteur, puis en 2000, dans le Gladiator de Ridley Scott.

Nommé aux Oscars dans In America, de Jim Sheridan en 2002, la nouvelle coqueluche hollywoodienne Djimon hounsou n'attend pas s'arrêter en si bon chemin.

Alors, il enchaîne les films à grands succès. C'est le cas de Tomb Raider ; le berceau de la vie en 2003, Constantine et The Island, film réalisé par Michael Bay en 2005. Il va ensuite partager l'affiche avec Leonardo di Caprio dans Diamants de sang en 2006, un film pour lequel il est à nouveau nommé aux Oscars.

> ***Le chef- d'œuvre personnel de Djimon Hounsou est un projet sur le vaudou, une religion de la tradition ancestrale répandue au Bénin et au Togo***

Djimon Hounsou, après ces succès cinématographiques va penser à sa vie conjugale. Il privilégie ensuite sa vie privée et sa relation avec le mannequin Kimora Lee Simmons, avec qui il a un enfant en 2009, Kenzo Lee.

L'union n'a duré que trois ans. En 2012, après leur séparation Djimon Hounsou revint sur les plateaux de tournage. Hollywood le repositionne aussitôt puisqu'il enchaîne en 2014 le film de super-héros Les Gardiens de la galaxie, en 2015 le film d'action survitaminé Fast and Furious 7 et en 2016 la superproduction Tarzan.

Le chef- d'œuvre personnel de Djimon Hounsou est un projet sur le vaudou, une religion de la tradition ancestrale répandue au Bénin et au Togo. Le tour-

nage de ce film documentaire, son tout premier d'ailleurs intitulé « In Search of Voodoo : Roots to Heaven » (À la recherche du vaudou : les racines du paradis) est fait au Bénin en 2016.

L'acteur Américain d'origine béninoise Djimon Hounsou a décroché en 2019 un rôle majeur dans le film britannique « King's Man », une saga qui met en scène des agents secrets au service des intérêts de la couronne d'Angleterre. Il y incarne le rôle de « Shola ».

C'est une première pour un acteur d'origine africaine d'obtenir l'un des premiers rôles, dans ce film King's Man. Ainsi, Djimon Hounsou démontre sa capacité à être un grand acteur, en étant dans l'ère du temps et en s'adaptant à n'importe quel rôle à Hollywood.

Prévu pour démarrer en Novembre 2019, et reporté en raison de la pandémie du Coronavirus, le film « The King's Man » est finalement disponible en salle le 22 Décembre 2021, juste avant Noël. Ce film enrichit et complète les sagas: Kingsman-The Secret Service et Kingsman-The Golden Circle et met en scène des agents secrets au service de la Couronne Britannique.

Pour le développement de l'Afrique

Djimon Hounsou a été sollicité par Bono, le chanteur du groupe de rock U2, dans une action humanitaire en faveur des pays les moins avancés. Il est appelé à se joindre à ce groupe pour convaincre les pays développés à annuler la dette des pays pauvres. Un rôle que Djimon Hounsou trouve juste. Car, il milite déjà au sein de l'organisation OXFAM qui travaille à équilibrer les échanges entre pays pauvres et pays riches. Toujours dans le but plaider pour le développement du continent noir, l'acteur Hollywoodien d'origine Africaine précisément du Bénin s'est rendu à Washington pour faire prendre conscience aux parlementaires de ce qui se passe au niveau de l'Organisation mondiale du commerce et du mal que ça fait à l'Afrique et au tiers-monde. Il a du mal à digérer les inégalités qui existent au sein de cet organisme international pour le commerce.

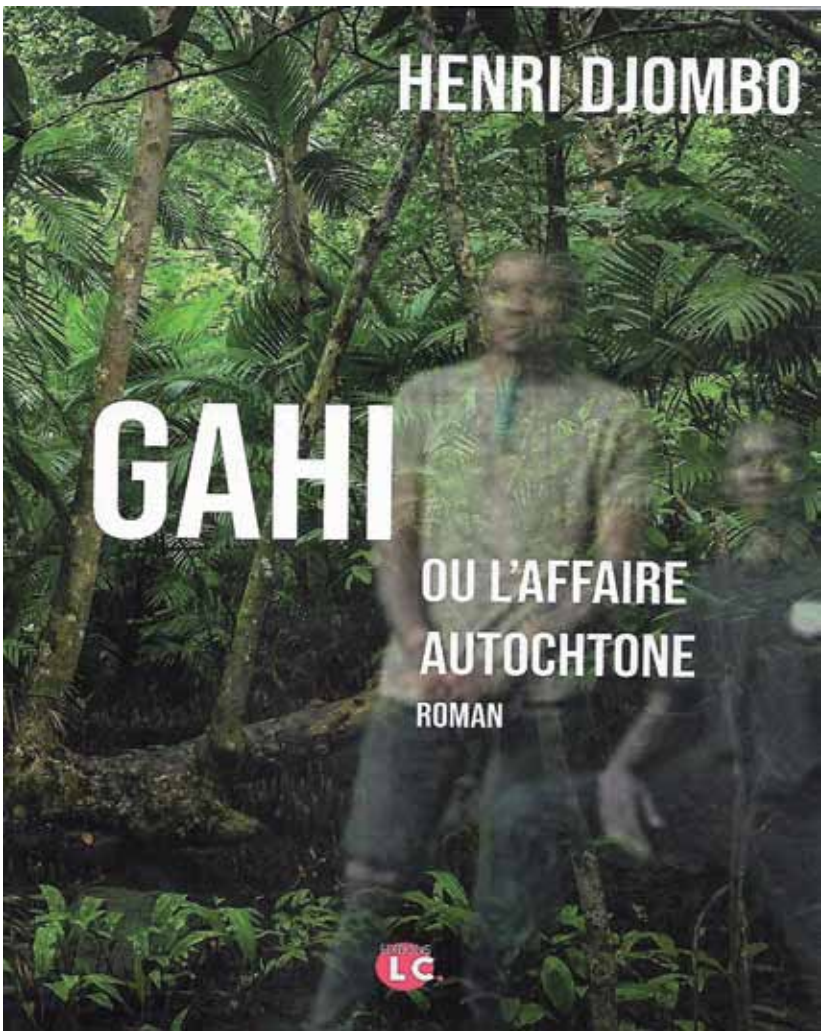
Pour l'octroi de subventions, les Etats riches changent les règles quand ça les arrange

Dans l'une de ses interventions, Djimon Hounsou dénonce le traitement réservé aux pays africains. « Pour l'octroi de subventions, les Etats riches changent les règles quand ça les arrange. Donc les pays pauvres qui cultivent le riz, le coton, etc., sont obligés de vendre leurs produits moins cher que leur prix de revient ».

Peuples autochtones

L'ouvrage GAHI ou l'affaire autochtone vient de paraître à Brazzaville

L'auteur, Henri Djombo, écrivain et ancien ministre congolais de l'environnement, de l'économie forestière, de l'Agriculture et de la pêche de la République du Congo vient de publier ce nouvel ouvrage (roman) intitulé « GAHI ou l'Affaire autochtone » aux éditions LC.



Auteur de plusieurs ouvrages et pièces de théâtre, Henri Djombo, dans ce roman met un accent particulier sur la vie des peuples autochtones. Un récit à mi-chemin entre la fiction et la réalité met en présence des communautés conscientes, façonnées chacune par leur écologie, leur géographie, leur sociologie, leur histoire et leur culture. L'autre s'interroge comment les réconcilier alors que les tensions, les contradictions et les conflits issus des malentendus et des heurts ne cessent de s'exacerber au point d'anéantir tout espoir de bâtir ensemble une société humaine fondée sur l'entente, la complémentarité, la solidarité, le respect mutuel, l'amour.

Résumé

Gahi, l'Autochtone, et Joseph Niamo, le Bantou, sont au cœur de cette histoire que l'auteur, Henri Djombo, conte avec verve. Un récit qui se donne à lire comme un vibrant plaidoyer pour la reconnaissance mutuelle des deux peuples en vue de leur coexistence harmonieuse. Préoccupée par la question autochtone, la communauté internationale s'engage sur la voie de son juste règlement, en montrant que les peuples concernés sont seuls aptes à tracer, en toute lucidité, le chemin à suivre en puisant en eux les ressources nécessaires pour faire face aux différents défis.

L'auteur, Henri Djombo, avec ce nouvel ouvrage, signe son dixième roman. Il y procède par touches successives à la mise en lumière des univers mentaux et affectifs des communautés dont il parle. L'auteur, à travers cet ouvrage, instruit le procès de ceux qui se complaisent encore dans les discours plutôt que de s'engager, avec détermination et franches, à assumer dans les faits, l'égalité des droits et des chances pour tous. Cet ouvrage comporte quinze chapitres

L'auteur est à sa dixième publications (pièces de théâtres, roman, etc.) parmi lesquelles, « Sur la braise, roman (1990), Mort vivant (2000), La traversée, roman (2005) aux éditions Hemar, pour ne citer que celles-là.

TRIPLE GLOIRE DU FOOTBALL MAROCAIN

Cette année 2022, le Maroc a fait fort : l'équipe nationale est qualifiée pour la Coupe du Monde qui commence en novembre prochain et les équipes marocaines ont remporté les deux compétitions continentales des clubs. Seule a manqué, la CAN, Coupe d'Afrique des Nations.

En Coupe de la Ligue des Champions de la CAF, le Wydad a battu l'équipe égyptienne Ahly 2-0. Le RSB Berkane s'est imposé devant les Orlando Pirates d'Afrique du Sud 5-4 aux tirs au but.

En Ligue des champions, Ahly a contesté le lieu du match qui a priori favorisait les Marocains puisque c'était au Maroc. La CAF a défendu le choix de la ville marocaine, disant que deux pays, le Sénégal et le Maroc, avaient offert d'accueillir cette finale, mais le Sénégal s'est ensuite retiré.

Les dirigeants d'Ahly ont porté l'affaire devant un tribunal arbitral, mais ont perdu. Ce verdict a donné aux Marocains le droit d'accueillir la finale de la compétition pour la deuxième fois consécutive.

Le match s'est donc joué le 30 mai au Stade Mohammed V, inauguré en 1955, portant le nom de l'ancien roi marocain grand-père de l'actuel souverain, Mohammed VI. Le stade est un temple mythique du football marocain en plein cœur de Casablanca, la capitale économique du pays.

Pas facile pour une équipe étrangère de s'en sortir contre une équipe marocaine quand l'affrontement a lieu au Stade Mohammed V. C'est un chaudron de 67 000 places, où les supporters marocains sont un puissant douzième homme. Du début du match au sifflet final, leurs chants, leurs applaudissements, leurs cris, leurs drapeaux agités, intimident l'adversaire. L'arbitre doit tenir bon pour ne pas se laisser influencer.

Excellente équipe, partant avec, sur le papier un avantage par rapport à Wydad qui jouait à domicile, Ahly a perdu, à la régulière, 2 à 0. Wydad a mérité sa victoire.

Avant d'atteindre la finale, Ahly avait entre autres éliminé le Raja Casablanca, grand rival du Wydad. Le Wydad a quant à lui battu les Algériens de Chabab Belouizdad et l'équipe angolaise Petro Luanda en huitièmes de finale.

Le chant de leurs supporters retentissant fort dès le début du match, Wydad a tout de suite eu le vent en poupe. Il n'a fallu que 15 minutes à Zouheir El Moutaraji pour marquer le premier but. Malgré ses contre-attaques, Ahly n'a pu égaliser pendant la première mi-temps.

Dès la reprise, les choses sont allées encore plus vite par rapport au premier but. Trois minutes après le coup d'envoi, Zouheir El Moutaraji a marqué le deuxième but de Wydad.

Menant deux buts à zéro, Wydad n'avait qu'à ménager le jeu pour conserver son avantage. Ahly a redoublé d'efforts, a même dominé Wydad par une meilleure possession du ballon et un jeu plus précis. Mais la défense de Wydad n'a jamais lâché. Wydad a donc remporté sa troisième Coupe de la Ligue des Champions après, après ses victoires de 1992 et 2017.

Les champions empocheront 2,5 millions de dollars et les finalistes 1,25 million de dollars. La CAF ayant subi l'année dernière des pertes, ces sommes sont inférieures à ce qui était prévu. En plus, Wydad recevra, en raison de

sa qualification automatique pour la Coupe du Monde des Clubs, une somme de 2,5 millions de dollars.

Cette compétition entre les premiers clubs africains s'appelait la Coupe d'Afrique des Clubs Champions lorsqu'elle a débuté en 1964 avec Oryx Douala du Cameroun comme premier vainqueur. En 1997, la CAF a introduit des changements : elle a adopté un nouveau nom «Ligue des champions de la CAF », et elle a introduit des groupes de quatre équipes entre les phases de qualification et les huitièmes de finale.

La Coupe de la Confédération de la CAF, deuxième compétition des clubs africains de la CAF, s'est jouée au Nigeria au stade international Godswill Akpabio situé à Uyo, la capitale de l'État d'Akwa Ibom.

Après les prolongations, les deux équipes étaient toujours à égalité : un but partout. Aux tirs au but, les Marocains ont vaincu les Sud-Africains.

Dans ce match, Thembinkosi Lorch, attaquant des Pirates, est passé par deux émotions extrêmes. Il a sauvé son équipe in extrémis en marquant le but de l'égalisation à la 117e minute. C'était le plus grand bonheur. Peu après, il a manqué son penalty, signant la défaite de son équipe. Quel grand malheur !

Il n'a fallu que 15 minutes à Zouheir El Moutaraji pour marquer le premier but.

Battant Pirates par 5-4 aux tirs au but, Berkane remporte son deuxième titre de la Coupe de la Confédération Total Énergies de la CAF.

Pour les amoureux du football marocain, 2021-22 restera dans les mémoires : l'année de la triple gloire, qualification à la coupe du monde et deux coupes d'Afriques de clubs.

Hommes d'Afrique Magazine salue cette remarquable performance. Elle ne vient pas du hasard. Elle résulte du remarquable travail des joueurs, bien sûr, mais aussi, de l'activisme des supporters, du sérieux des dirigeants de clubs, des compétitions nationales de bonne teneur, bien organisés par la Fédération Royale Marocaine de Football, sous le leadership du Président Fouzi Lekjaa. Bravo le Maroc !

COMPTE A REBOURS

EN ROUTE POUR QATAR 2022 ZOOM sur le Maroc

Dans cette deuxième parution de notre série sur les nations africaines qualifiées pour la Coupe du monde, nous vous présentons la sélection du Maroc. Tombeuse de la République démocratique du Congo en barrages et quart finaliste à la dernière Coupe d'Afrique des Nations, les Lions de l'Atlas devront assurément élever leur niveau de jeu pour rende une copie honorable.

La sixième participation du Maroc à une phase finale de coupe du monde de football et la deuxième de rang après 2018 en Russie s'annonce comme une gageure. Les Lions de l'Atlas, composent le groupe F avec la Belgique, la Croatie et le Canada. Assurément, un os dur pour les coéquipiers de Achraf Hakimi. La Belgique, moins forte qu'en 2018, demeure une foudre de guerre. Elle présente des qualités dans tous les compartiments du jeu. Toutefois, les diables rouges souffrent d'un déficit de confiance après plusieurs désillusions et frustrations. Le leadership technique confié à Kevin De Bruyne depuis la traversée du désert de Eden Hazard ne parvient pas à créer les résultats escomptés. L'équipe balbutie et tourne parfois le ballon en vain. Ce fut le cas durant certains matchs de la dernière Coupe d'Europe en 2021. Face à une équipe bien en place et disciplinée, elle perd sa cohérence et se liquéfie. Mais les diables rouges sont très ambitieux car c'est la dernière chance pour une génération. La Croatie de Luka Modric est un sérieux client. Une équipe travailleuse, physique et intelligente. Le Canada enfin, cette équipe athlétique procédant essentiellement en contre-attaque. En reposant son jeu sur ses qualités et gommant ses points faibles avec une mise en place tactique, le Maroc a le potentiel de jouer le trouble-fête. Il faudra être très appliqué et concentré.

Sérénité et stratégie

L'incertitude sur l'encadrement technique a été levée. Vahid Halilhodžić va bien mener la sélection à la coupe du monde de

football et déjà entamer les qualifications pour la CAN 2023. Ses résultats ont été son bouclier de protection.

Il était très impopulaire sur le jeu pratiqué par l'équipe jugé moins alléchant. Il s'est privé d'Hakim Ziyech, ce qui était un choix risqué. Pourtant, les choix d'Halilhodžić ont été payants. L'équipe s'est fait sortir en quart de finale de coupe d'Afrique à Yaoundé par une Egypte pas supérieure techniquement et qui l'a eu à l'usure et à la malice. Halilhodžić a qualifié l'équipe pour la Coupe du Monde au Qatar. C'est à se demander si le franco-bosnien ne maitrise pas la stratégie qui fait gagner ? Au regard de son expérience sur le continent.

La Coupe du monde approche et il faudra premièrement faire revenir de la sérénité. Elle permettra de préparer la meilleure équipe possible avec le maximum de bonnes ondes et d'énergies à travers les soutiens. Le défenseur latéral Noussair Mazraoui, nouveau pensionnaire du Bayern Munich, semble prêt à revenir en sélection après les différends avec son sélectionneur. Hakim Ziyech, lui, n'a pas vu sa situation évoluée. Contrairement à Mazraoui, il n'a pas été convoqué par le sélectionneur pour les éliminatoires de la CAN 2023 qui débutent en Juin. L'espoir est permis jusqu'au mondial.

L'équipe nationale du Maroc doit nécessairement adapter son jeu à celui des outsiders des compétitions internationales de très haut niveau comme la coupe du monde. Dans sa poule F, personne ne l'attend. Elle peut créer la surprise à travers son jeu intelligent, physique et astucieux basé sur ses forces.

LE MAROC

Création : **1916**

Surnom : **Les Lions de l'Atlas**

Emblème : **Couronne Royale Alaouite**

Classement Fifa : **24ème (31 mars 2022)**

Classement Afrique : **2ème (31 mars 2022)**

Coupe du monde : **6 participations (2002, 2018 et 2022)**

Palmarès Coupe du monde : **Huitième de finale (2002)**

Première participation Coupe du monde : **1970**

Coupe d'Afrique des Nations: **18 participations (Victoire 1976)**

Sélectionneur : **Vahid Halilhodzic**

Capitaine : **Romain Saïss**

Meilleur joueur : **Achraf Hakimi**

Joueur Africain de l'Année (CAF) : **1**

Nombre de Ballon d'Or africain (France Football) : **3**

Couleur : **Rouge & Vert**

Atouts : les hommes

La sélection a des hommes qui ont une bonne connaissance des adversaires. Le complexe est donc tombé. Vahid Halilhodžić parle le langage du football européen. Il l'a pratiqué comme joueur et technicien. Dans son équipe, il dispose de très bons outils dans tous les compartiments du jeu : Yassine Bono du FC Séville aux buts, Hakimi du PSG et Mazraoui du Bayern en défense, Munir El Haddadi et Youssef En-Neysri du FC Séville, Sofyan Amrabat de la Fiorentina et Sofiane Bouffal du SCO d'Angers et bien d'autres. Cette brochette de talents est bien à même de porter les Lions de l'Atlas pour une prestation honorable à Doha. A Rabat, Marrakech, Agadir et dans le cœur de tous les mariachi, l'espoir est permis.

Éliminatoires CAN 2023

Les hostilités sont lancées !

Tunisie-Guinée Equatoriale, Gabon-RDC, Sénégal-Bénin sont quelques affiches que nous réservent les rencontres de cette phase éliminatoires qui ont malheureusement vu le Kenya et le Zimbabwe être exclus pour ingérence politique.

La CAN 2023 en Côte d'Ivoire est déjà là. La phase des éliminatoires démarrent en juin. 48 poules logées dans 12 poules rivaliseront d'adresse pour s'arracher, au terme, les 23 sésames qualificatifs.

Dès cette première journée, l'affiche africaine à regarder après les promesses de la dernière CAN c'est Tunisie-Guinée Equatoriale le 2 juin à 20 heures. Les deux pays vont s'affronter et entament ainsi la bataille pour la première place du groupe. Le Burkina Faso et le Cap-vert offriront également une opposition féroce 24 heures plus tard à 20 heures. Les deux sélections seront aux prises pour se démarquer mathématiquement dans la course à la tête du groupe B. Le Togo complète de ce trio qui devra lutter vigoureusement pour deux places qualificatives.

Dans cette première journée, 3 derbys régionaux vont captiver l'attention. En Afrique centrale, le Gabon et la République Démocratique du Congo à 17 heures ce 4 juin à Kinshasa ouvriront les hostilités dans le groupe I. La RDC absente de la dernière CAN a à cœur de retrouver les sommets africains. En face, les panthères éliminées aux tirs aux buts seulement par le Burkina Faso lors de la dernière CAN remontent sur le ring. La nouvelle génération aura à cœur de montrer sa valeur sans Aubameyang qui vient d'annoncer sa retraite. Mario Lemina reste incertain.

En Afrique de l'Ouest, le Sénégal et le Bénin lancent leur campagne des éliminatoires par un affrontement à Dakar le 4 juin à 20 heures. Les écureuils absents de la CAN 2021 ont à cœur de retrouver l'élite continentale. Une nouvelle génération portée par l'attaquant Steve Moumié ou encore l'expérimenté Cédric Hountondji. Les Lions de la Teranga, champion d'Afrique partent assurément favoris de la rencontre et du groupe L que les deux équipes composent.

La deuxième journée de la phase de poule sera plutôt calme. Elle a débuté le 5 juin. C'est à partir de cette date qu'on verra l'entrée en lice des équipes comme le Cameroun et le Maroc.

Exclusion

Le Cameroun, dans le groupe C, jouera uniquement à partir du 8 juin, lors de la deuxième journée. Le match l'opposant au Kenya le 4 juin et comptant pour la première journée des éliminatoires a été annulé. Pour cause, la Fifa, lors de son dernier congrès, a suspendu le Kenya. La CAF, pour sa part, a simplement respecté les dispositions juridiques et exclu le pays de ses compétitions. Le communiqué publié par l'instance panafricaine indique « suite au maintien de la suspension du Kenya et du Zimbabwe de toutes activités par le Congrès de la FIFA, la CAF annonce que les deux associations ne participeront pas au deuxième tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des nations Côte d'Ivoire 2023 ».

Du fait de la suspension qui frappe le Zimbabwe, le Maroc a un groupe à 3 constitué de l'Afrique du sud et du Liberia.

Sur la situation d'exclusion des deux fédérations et donc des équipes nationales de football, les deux fédérations avaient été suspendues le 24 février « avec effet immédiat pour cause d'influence indue par un tiers » par la Fifa. Le président Gianni Infantino avait évoqué des « interférences gouvernementales dans les activités de la fédération de football ».

Le gouvernement kényan a placé la fédération sous tutelle à la suite d'accusations de détournement de fonds contre son président Nick Mwendwa. Au Zimbabwe, les dirigeants de la fédération ont également été limogés pour des irrégularités financières par une instance sportive dépendant du gouvernement.

Championnat du monde des vétérans

Le Rwanda accueille la première édition en 2023

C'est l'un des termes de l'accord signé entre la fédération internationale de football vétéran et la fédération rwandaise de football le dimanche 8 mai 2022.

Fred Siewe et la Fédération Internationale de Football Vétéran (FIFVE) ont clairement réalisé un coup de maitre. C'est une chose de faite !
En juillet 2024, Kigali sera la ville hôte du premier championnat du monde de football vétéran. Cette idée africaine, portée par des africains, voit progressivement le jour. Pour le Président de la FIFVE, Fred Siewe, qui rêve développer le football africain en usant du potentiel de soft power dont regorge ce sport, c'est une excellente vitrine, une rampe de lancement extraordinaire.
Joint au téléphone, le responsable de la communication de la FIFVE, Hervé Kouamo, nous situe sur les premiers détails de cette première édition du championnat « les dates exactes ne sont pas encore définies, mais nous planifierons avec la fierté du Rwanda d'accueillir ce monde. Surtout dans l'accueil d'un évènement africain en destination du monde ».
Sur certaines modalités pratiques déjà disponibles et liées par exemple au profil des participants, notre interlocuteur nous apprend que « un vétéran à priori c'est quelqu'un qui a plus de 35 ans. Il s'agira des joueurs de football à la retraite (anciens professionnels ou amateurs) mais également des cadres (médecins, universitaires…) ».

Projet

L'évènement ira bien au-delà du simple ludique, nous informe Hervé Kouamo. « Nous aurons un business forum, des transferts, une plateforme d'échanges et de rencontres. Nous allons créer du mouvement. Les vétérans ont un certain âge et on ne peut dire que le seul objet sportif est l'intérêt. En réunissant les gens qui ont pour seul intérêt le football, on a le sentiment qu'on puisse faire avancer le football local au Rwanda en amenant ces anciens à préparer le futur. Bien sûr en rappelant que la passion ne meurt jamais ».
Globalement, l'accord avec la Fédération Rwandaise de Football est un projet d'avenir. Il stipule certes les conditions dans lesquelles le championnat sera organisé. Mais au-delà, la délégation de la FIFVE, qui comptait également le champion d'Afrique et médaillé d'or aux jeux olympiques de Sydney 2000 Patrick Mboma, a entamé déjà la conclusion de quelques partenariats. « Nous avons rencontré la ministre des sports du Rwanda. Nous avons également discuté avec des entreprises qui vont nous aider à organiser un fundraising qui nous planifions pour octobre. Cette levée de fonds permettra de préparer sereinement le championnat du monde des vétérans. Easygroup, une agence qui nous accompagne, était également là. Elle a commencé à prendre ses rendez-vous ».

تحت الرعاية السامية لصاحب الجلالة الملك محمد السادس نصره الله

SOUS LE HAUT PATRONAGE DE SA MAJESTÉ LE ROI MOHAMMED VI QUE DIEU L'ASSISTE

الدورة 27E ÉDITION

المملكة المغربية
وزارة الشباب والثقافة والتواصل
Royaume du Maroc
Ministère de la Jeunesse de la Culture et de la Communication

CAPITALE AFRICAINE DE LA CULTURE 2022
عاصمة الثقافة الإفريقية 2022
RABAT

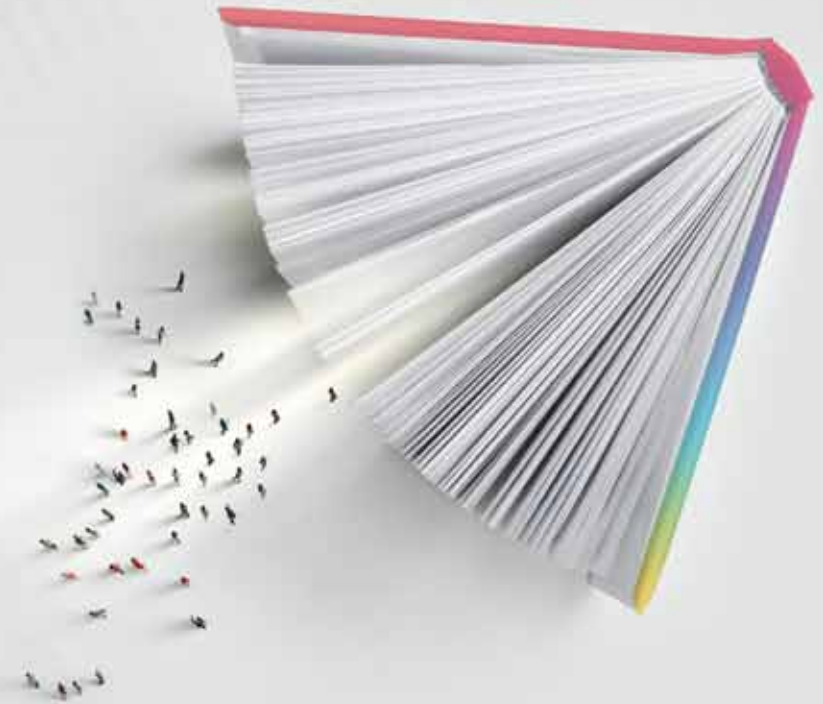
الرباط عاصمة الثقافة في العالم الإسلامي

معرض الكتاب

المعرض الدولي للنشر والكتاب

SALON INTERNATIONAL DE L'EDITION ET DU LIVRE

الرباط 2022



من 3 إلى 12 يونيو 2022 • ساحة OLM السويسي - الرباط

DU 3 AU 12 JUIN 2022 • ESPACE OLM SOUISSI - RABAT

الآداب الإفريقية ضيف شرف

LA LITTÉRATURE AFRICAINE À L'HONNEUR

الشركاء الإعلاميون

المؤسسات الشريكة

الداعمون

Télécharger l'application App Store Google Play SIEL 27

WWW.SIEL.MA

Assistez au 1er Salon d'affaires
autour de l'excellence africaine
LA FIA
Le Salon
International
Africain
Paris Nord - Villepinte
22 - 26 juin 2022